DÉFENSE DE L'OCCIDENT

DIRECTEUR
Maurice BARDÈCHE

Dans ce numéro :

N° 25

Prix : 100 fr. Juin 1955

SOMMAIRE

LES IDÉES ET LES FAITS

NOUVELLES EUROPÉENNES, NOUVELLES POLITIQUES

LES LIVRES DU MOIS

ETUDES ET TRIBUNE LIBRE

DERNIÈRE HEURE

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, revue mensuelle politique et littéraire, 18, rue Serpente, Paris (6e) — Le numéro : 100 fr. - Belgique : 15 fr. b. (Correspondant responsable en Belgique : Ossian Mathieu, 29, avenue de Woluwé, Bruxelles) — Abonnements : 1 an, 1.000 fr - 6 mois, 600 fr., Etranger : 1 an, 1.300 fr. - 6 mois, 700 fr.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de ....

à votre revue *DÉFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du n° ....

NOM ....

PRENOM ....

ADRESSE ....

....

Signature :

Conditions d'abonnement :

1 an : 1.000 fr. — 6 mois : 600 fr.

Etranger : 1 an : 1.300 fr. — 6 mois : 700 fr.

Abonnement de propagande : 1 an : 3.000 fr.

Abonnement de soutien : 1 an : 5.000 fr. et 10.000 fr.

Adresser tous paiements à : « Les Sept Couleurs », 35, rue Cortambert, Paris (16e). C.C.P. : 21.8219, Paris.

Les idées et les faits

La crise atlantique.

La crise atlantique se précipite. Elle découvre aujourd'hui toutes les faiblesses d'une politique *improvisée*, qui n'a jamais su imposer des solutions à l'adversaire. Le camp atlantique n'a eu depuis dix ans ni hommes d'Etat ni têtes politiques. Il se trouve aujourd'hui démuni devant les échéances. Ses défaites psychologiques ont pour origine la pauvreté de ses solutions et l'impuissance de son imagination. Il paie et nous fait payer son égoïsme, sa bêtise, son esprit de haine et de discrimination.

La politique atlantique depuis 1947 n'est rien d'autre que l'art d'accomoder les restes. Prisonniers des fautes criminelles de Yalta et de Postdam, les dirigeants américains n'ont pratiqué par la suite qu'une politique purement défensive. Sous les noms différents de politique d'endiguement et de politique de refoulement, ils se sont bornés en réalité à une stabilisation. Cette stabilisation fut à la fois géographique et morale. Ils se sont accrochés à la frontière contre-nature créée par l'arrêt des hostilités, et ils n'ont pas eu assez d'imagination pour voir que le temps travaillait contre eux et que cette frontière inadmissible se briserait un jour à leur détriment. Ils se sont accrochés aussi à l'idéologie de 1945 et au personnel de cette idéologie et ils n'ont pas compris qu'ils remettaient la direction des pays d'Europe entre les mains d'hommes qui ne seront jamais et qui ne peuvent pas être les ennemis mortels et implacables de la pénétration communiste. Leur immobilisme les expose à recevoir constamment les coups de l'adversaire. Il les condamne à ne pouvoir en porter aucun. Aujourd'hui ils décou-

vrent avec effroi la fragilité de leur travail. La hache du neutralisme fait sauter leurs maigres palissades. Quelle idée ont-ils à lui opposer ? Aucune. Ils assistent stupidement et sans geste au démantèlement de tout leur ouvrage. Géant imbécile qui n'a pour arme qu'un révolver qu'elle n'ose pas tirer, l'Amérique ressemble à un shériff qui roule de gros yeux en recevant des tabourets sur la tête.

L'offensive neutraliste des Soviets est un danger grave pour la politique américaine parce que la politique américaine n'a aucune initiative à lui opposer. Les Etats-Unis sont restés sans idée et sans voix devant une solution qui a été acclamée par le peuple autrichien et qui fait sauter d'un seul coup tout le système de communications nord-sud de leur ligne de défense. Un morceau tout entier de cette muraille dont ils sont si fiers a été happé d'un seul coup sans qu'ils puissent faire un geste.

Ce qui est pire encore pour les Etats-Unis, le traité autrichien ne peut pas ne pas apparaître comme une solution naturelle et commode de l'état de guerre qui dure depuis quinze ans. Les Russes s'en vont, les Américains s'en vont. Ils renoncent l'un et l'autre par parties égales au pays qu'ils avaient conquis. Ils rentrent chacun chez eux et la paix s'installe à leur place. Seulement, et c'est ici que l'imprévoyance et l'inintelligence des Américains éclatent, quand ils s'en vont il ne reste rien dans le pays qu'ils quittent et *ce vide est favorable aux entreprises de la Russie.*

Tout le drame du neutralisme est là. En dix ans, les Américains n'ont rien construit qui puisse être une digue après leur départ : en dix ans, les Soviets ont mis sur place des forces qui assureront leur présence après leur retraite. Les Russes peuvent partir. Les troupes soviétiques peuvent même offrir de se retirer de Pologne, de Hongrie, de Roumanie. Ils savent que cela ne changera rien à leur puissance, et pour ainsi dire à leur présence. Les Américains ne peuvent pas partir. Après leur départ, l'Allemagne neutre, l'Autriche neutre qu'ils laissent derrière eux, la France indéfendable qui se raccrochera à

eux peuvent s'abattre du soir au matin comme des décors de carton.

Ceci est le prix tragique non seulement d'une guerre absurde, mais d'une idéologie de guerre opiniâtrement appliquée contre toute sagesse au moment où elle n'avait plus de sens. Les Etats-Unis n'ont pas cessé et ne cessent pas encore de soutenir des partis dont le rêve est celui-ci : une Europe dont la devise serait « pas d'ennemis à gauche » et qui ne serait pas communiste par miracle, une Europe antifasciste qui n'irait pas jusqu'au bout de son antifacisme, une Europe sournoisement marxiste mais sauvée de l'incendie par une sorte d'état de grâce, une Europe dont le héros serait Roosevelt, mais avec un Staline bénissant et bénin. Les Etats-Unis ont fabriqué eux-mêmes le neutralisme parce qu'ils ont mis au pouvoir des hommes qui ne se résoudront *jamais* à être des adversaires du communisme et qui ne seront jamais que des neutres, c'est-à-dire avant tout des non-belligérants dans la lutte contre le communisme, tandis qu'ils ont éliminé les hommes qui étaient Européens et anticommunistes, et qui étaient anticommunistes parce qu'ils étaient Européens.

*
* *

Car l'essence du neutralisme est dans la volonté de n'opposer aux Soviets qu'une barrière *formelle* que le premier coup de pied démolira. Les neutralistes, en réalité, ont déjà choisi : ils ont choisi le camp de Moscou. Toutes leurs pensées, toutes leurs combinaisons visent à ce que, dans le cas d'une complication dramatique, l'Europe soit entraînée, *par la force des choses*, dans le camp de Moscou plutôt que dans le camp américain. Il y a plus d'un an, prenant position contre les neutralistes, *Défense de l'Occident* écrivait déjà : « Le fond de leur pensée est de ne rien préparer qui puisse nous défendre contre Moscou, tout en utilisant l'océan qui nous sépare de l'Amérique. *La force des choses* qu'ils n'auront pas voulue, qu'ils auront fait semblant de ne pas solliciter, fera donc tomber l'Europe dans la zone géographique rouge, tandis que, dans le cas d'un station-

nement des troupes américaines en Europe, *la force des choses* la fait tomber dans la zone géographique capitaliste. Le neutralisme, c'est la transposition, en termes stratégiques, du « pas d'ennemis à gauche » d'autrefois... Il s'agit toujours, par des moyens politiques et sous des prétextes politiques, de ne dresser *aucun obstacle* sur la route de la conquête de l'Europe par les Soviets. C'est par ce contenu *stratégique* de leur politique que les neutralistes se démasquent eux-mêmes comme crypto-communistes » (mars 1954).

C'est par l'esprit contraire que doit se définir toute politique européenne : opposer au communisme des barrières infranchissables, ces barrières étant ce qui a de tout temps barré la route et protégé, c'est-à-dire des canons et de la résolution. Ce principe domine toutes les modalités et c'est au nom de ce principe que nous devons juger celles-là.

La proposition soviétique de créer une bande d'Etats neutres entre les Etats satellites et le Rhin est une idée qui a pour premier résultat de rendre impossible la communauté européenne, et par conséquent de diminuer la capacité de résistance des pays européens en perpétuant leur division. Cette solution permettrait aux Soviets au point de vue politique d'exercer une pression continuelle sur l'Allemagne en se servant des gages économiques et territoriaux qu'elle détiendra et en particulier en faisant miroiter aux Allemands la perspective d'une modification de la frontière Oder-Neisse, d'autre part d'empêcher à coup sûr toute collaboration européenne de la France et de l'Allemagne, condition essentielle de la force de l'Europe. C'est donc pour des raisons *politiques*, c'est-à-dire à cause de ses graves conséquences politiques pour l'avenir qu'il faut repousser cette situation, et non comme l'a déclaré M. Antoine Pinay parce qu' « une neutralisation dans la souveraineté conduirait à une Allemagne surarmée. » Répétons une fois de plus qu'il nous semble effarant que le but de la politique européenne de la France soit d'empêcher l'Allemagne d'être armée. Ces canons qu'on refuse à l'Alle-

magne sont finalement des canons qu'on refuse à la défense européenne. Si l'Europe de M. Pinay doit être l'Europe machiavélique de M. Pleven, si l'impuissance de l'Allemagne doit passer avant la défense contre le bolchevisme, alors constatons loyalement que sur ce point nous sommes aussi éloignés de M. Pinay que de M. Pleven.

La proposition soviétique a ceci de dangereux qu'elle est juste et raisonnable : mais elle a ceci de fallacieux qu'elle est incomplète. Il est juste et raisonnable de dire aux Américains : Allez-vous-en et nous nous en allons. C'est le principe du traité autrichien. Mais il ne faut pas feindre d'ignorer alors que le problème ne se limite pas à l'Autriche et à l'Allemagne. Si le principe de non-ingérence est proclamé aujourd'hui comme une conséquence indivisible de la politique de coexistence (ce qu'il est en effet), ce principe doit s'appliquer à toute l'Europe de 1939, car c'est cette Europe qui est occupée et détruite et non seulement l'Autriche et l'Allemagne. Le principe de non-ingérence peut servir de base à une nouvelle politique mondiale, mais alors il doit être complet et efficace. Si les Soviets sont de bonne foi, ils doivent contribuer eux-mêmes à créer les conditions du « bas-les-pattes-sur-l'Europe ». Ces conditions sont le droit pour les pays d'Europe de s'armer et de se défendre efficacement, c'est-à-dire militairement par l'armement qu'ils jugeront opportun de se donner, et politiquement par la disparition des cinquièmes colonnes ou des gouvernements fantômes qui renforcent précisément l'ingérence qu'on prétend combattre.

Les Américains peuvent quitter l'Europe, c'est entendu, ils doivent quitter l'Europe un jour, ce sera le signe de la paix véritable, mais les bolcheviques doivent la quitter aussi, car ce n'est pas une moindre nécessité. A mesure qu'une division américaine, qui représente l'ingérence américaine, se replie, un gouvernement fantôme, qui représente l'ingérence soviétique, doit disparaître. Si les Soviets ne sont pas prêts à accepter cette condition fondamentale, leur proposition de non-ingé-

rence n'est qu'un piège de plus et seulement un moyen de rendre impossible l'indépendance européenne et non de la favoriser. Vouloir une politique de non-ingérence, cela veut dire accepter la disparition des cinquièmes colonnes bolcheviques et reconnaître aux pays d'Europe le droit d'avoir les armes et l'organisation qu'exige leur sécurité.

Malheureusement, les Américains tout autant que les Soviétiques, sont aussi peu préparés que possible à aborder une politique constructive. Les uns et les autres en sont restés à l'état d'esprit de 1945. Pour les Soviets, il s'agit toujours de maintenir leur avance en Europe centrale, pour les Américains, il s'agit toujours de faire triompher la démocratie antifasciste à direction juive. L'idée d'une Europe indépendante, même limitée à l'Europe des six, est toujours aussi soigneusement ignorée, à cause de l'importance qu'elle donnerait à l'Allemagne. Nous en avons une preuve encore dans les récentes déclarations de M. Antoine Pinay. « Il serait chimérique de prétendre organiser un système européen de sécurité. Qui dit « Europe neutre » dit Europe tombant bientôt sous le contrôle d'une seule puissance, et c'est l'Europe de l'hégémonie. » Pourquoi M. Pinay ne veut-il envisager qu'une Europe neutraliste à direction crypto-communiste, menacée en effet, nous sommes bien d'accord avec lui, de passer plus ou moins rapidement sous le contrôle soviétique ? Pourquoi n'a-t-il jamais songé à une Europe des forces anticommunistes, indépendante et armée, qui n'aurait, elle, rien à craindre des Soviets, car une attaque dirigée contre elle déclancherait à coup sûr une guerre mondiale que les Soviets n'ont aucune envie de faire ? Nous ne pouvons nous empêcher de penser que si des hommes comme M. Pinay avaient accordé un peu plus de temps à réfléchir à cette solution, elle n'apparaîtrait pas comme une solution chimérique, mais comme une solution parfaitement constructive et réalisable.

*
* *

Tout est encore possible. Mais jamais on n'a eu da-

vantage besoin des idées claires, du bon sens et du réalisme qui manquent à nos politiciens. Nous continuons à ne pas croire au succès des négociations amorcées à partir des prétendues *positions de force*. L'Europe américaine ne peut aboutir qu'à la solidification définitive des positions actuelles, elle éternise la guerre froide, elle aboutira un jour ou l'autre à un dénouement dramatique dans lequel nous serons les mercenaires d'intérêts étrangers. L'Europe neutraliste n'est qu'un moyen de diminuer les forces du camp de Washington à l'avantage du camp de Moscou, elle paralyse la défense de l'Europe, elle aboutira un jour ou l'autre à un glissement mécanique et fatal vers l'orbite soviétique. L'Europe indépendante est la solution qui sauverait la paix et qui assurerait à nos pays à la fois leur sécurité militaire et leur sécurité politique, elle peut résoudre les problèmes nés de la guerre, elle nous offre un avenir de puissance et de tranquillité. Mais pour faire triompher cette idée, il faut que les Américains comprennent que la renaissance des forces nationales en Europe est un facteur indispensable de leur propre sécurité politique et qu'il ne suffit pas, pour réparer les erreurs de 1945, d'un redressement stratégique en Europe, mais aussi d'un redressement politique complet.

Maurice BARDÈCHE.

Le destin de la France se joue en Afrique du Nord

La semaine du festival de la putasserie et de l'homosexualité, à Cannes, je me trouvais en Haute-Kabylie, région Tizi-Ouzou-Fort-National-Michelet. Un hebdomadaire avait dépêché sur la Côte d'Azur NEUF envoyés spéciaux. J'étais seul de ma profession dans ce coin où se joue l'avenir du standing national pour voir flamber quatre fermes en moins de deux heures, pour apprendre la libération provisoire de douze hommes de choc du M. T. L. D., pour que l'on me narre le cas de l'adjudant musulman Alloua, portant l'uniforme français, enlevé et retrouvé égorgé, pour voir quelques rebelles capturés les armes à la main alors qu'ils avaient été « condamnés avec sursis » quelques mois auparavant, pour contempler des forêts de poteaux téléphoniques et télégraphiques sciés pendant les nuits, pour aller regarder dans les ravins les deux autocars neufs de mon « ami » Chikhi, Kabyle réputé collaborateur des Français par ses coréligionnaires alors que tel n'est pas du tout mon avis. Et j'en passe. *Sept mois d'immobilisme commandé par la politique aboutissent à un développement des troubles et à des moyens de répression dix fois plus considérables qu'une opération sérieusement considérée au départ.* Ce sont encore les pauvres types qui, eux, risquent la mort, et vont tenter de réparer un certain machiavélisme politique dont les conséquences ne s'arrêteront pas à la répression armée à laquelle on se décide avec tant de retard... puisqu'on y vient quand même.

Il n'y eut aucun envoyé de presse pour remarquer que les troubles de la région de Khenchela — les plus virulents — se déroulaient sur des terres où des prospections pétrolifères avaient lieu, et personne ne signala l'attaque du

camp des chercheurs de pétrole, au djebel Fouah, près de Tébessa. Ces indices situent beaucoup mieux le sens — celui dont presque personne n'ose parler — de la rébellion. De même que le « Front Saharien » anti-français aux confins algéro-marocains vise les extraordinaires richesses minières de la région Colomb-Béchar-Tindouf (gisement de fer de Gébilet le plus riche du monde).

Nous en sommes à la constitution de « harkas » DANS LES OASIS, sorte d'auto-défense par des éléments qui prennent tous, à la T. S. F., les communiqués du Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action, du Caire. Je parle par expérience personnelle.

Lorsque M. Mitterand, alors ministre de l'Intérieur, décapita la police algérienne spécialisée dans l'anti-terrorisme en mutant d'office en France ses principaux chefs, l'affaire était bien combinée. En laissant « pourrir » l'insurrection, la France donna une preuve d'impuissance. Or, le musulman ne se range que du côté de la force. Si des envoyés spéciaux assez sagaces s'étaient penchés sur les cas des déserteurs indigènes passés aux rebelles, ils eussent compris pourquoi l'Algérie est désormais perdue pour la France, même avec une victoire par la force qui ne peut plus qu'être passagère.

A moins que l'on ait voulu, délibérément, laisser se développer les troubles afin que les rebelles constituent une force telle que, comme en Tunisie avec ses fellagha, on spécule sur le « sentiment » français pour éviter une effusion de sang. Alors, on traitera avec les rebelles d'Algérie comme avec ceux de Tunisie...

Nous pensons que c'est le fond réel de l'opération allant de l'immobilisme de la Toussaint, *aux mesures préventives d'interdiction d'auto-défense* prises par M. Soustelle, en passant par le rappel du général para Gilles et la mise hors circuit des spécialistes de l'anti-terrorisme algérien.

Il faut que la France évacue l'Afrique du Nord pour qu'une « indépendance indigène » passe sous un protectorat occulte étranger *inéluctable puisque les caisses d'un gouvernement musulman seront toujours vides.* Ce sera, pour des groupes politico-financiers, l'occasion de fantastiques affaires en prenant, pour garanties de leurs emprunts, les

douanes, les ports, les P. T. T., tout ce qui est créations françaises rentables.

Telle est la vérité de base, avec des complicités plus ou moins innocentes, avec des nationalistes indigènes — dont certains de bonne foi — qui servent d'effets ignorant les vraies causes pour lesquelles on les met en avant. Or, des groupes politico-financiers français sont aussi intéressés à l'affaire.

Sans compter l'éventuel repli d'Israël sur l'Afrique du Nord (la finance israélite deviendrait rapidement maîtresse du pays) au cas où « le Croissant fertile » réussirait la Confédération de l'Irak, de la Jordanie et de la Syrie, dont l'Alliance avec l'Egypte pourrait concrétiser la revanche musulmane sur Israël.

Voyez ceux qui mènent le branle en France et vous commencerez à comprendre ce que personne n'osa jamais écrire — et que nous puisâmes à bonnes sources tant à Tanger qu'ailleurs en Afrique du Nord — sur les causes profondes de cet hallali sur le travail français en Afrique blanche. Et ça n'est qu'une partie de l'opération, car Anglais et Américains (avec des groupes financiers parfois opposés quoique de même nationalité) mènent des actions convergentes. Alors, pour l'importance des « féodaux colonialistes » — qui existent — il faudra repasser ; ces épouvantails ne sont que pour les enfants ou pour les psylles de la politique cherchant à abuser 99 % des Français ignorant tout des colonies, mais prêts à s'agiter pour les Poldèves.

*
* *

Devant un avenir décevant assez prochain, nous sommes amenés à élargir le débat. Dans une colonie — pays occupé par la force — le tuteur ne peut pas demeurer les fesses entre deux sièges. Ou il règne et gouverne avec un maximum d'humanité s'il veut rester, ou il s'en va.

Pour avoir toléré un anti-Français comme Diem, le Sud-Vietnam devint farouchement francophobe. Au ressentiment des nationalistes se joint la colère des indigènes trompés par la foi mise en nous. C'est logique. Il en fut de même en Syrie. Si vous allez à Damas, n'oubliez pas de visiter le cimetière européen... et de lire les dates des décès sur

les tombes hâtives. Il n'y manque que la mention « tué avec des balles anglaises ».

En Tunisie, nous ne pouvons en vouloir à M. Habib Bourguiba, *nationaliste tunisien.* Collaborateur déclaré (et photographié) de Hitler et de Mussolini, il n'hésita pas à rechercher d'autres moyens extérieurs pour arriver à ses fins. Devenu pro-britannique, le gouvernement P. M. F., qui n'avait rien à refuser au Foreign Office, en fit un vainqueur. Bourguiba demeure dans la ligne des Bolivar et nous saluerions volontiers sa persévérance s'il n'était plus, aujourd'hui, qu'un pion de l'échiquier impérial anglais s'appuyant sur la Libye, protectorat occulte britannique. Quand il voudra, il aura l'appui de « l'armée de libération musulmane de 150.000 hommes » (promise par Radio-Le Caire)...

Nous disons « quand il voudra », c'est une façon de parler, car il va se heurter à l'U. G. T. T. d'obédience américaine. L'avenir de M. Bourguiba est très clair : où il sera obligé d'aller plus loin que l'accord franco-tunisien en le déchirant et en déclarant le pays souverain, ou il sera supprimé par les partisans de Ben Youssef. Mon séjour récent en Tunisie ne me laisse aucune autre illusion. Toute la question de Tunisie fut truquée pour l'opinion publique française depuis la parution d'un numéro spécial de *La Nef,* revue dirigée par la femme d'Edgar Faure, M. Edgar Faure donna la conclusion logique à la prose éditée par sa femme. Tout se tient, tout est échafaudé à longue échéance... Reste à savoir si les loges maçonniques françaises et anglaises seront assez puissantes pour assurer le destin de M. Habib Bourguiba.

Le jour qui verra la Tunisie se détacher complètement de la France (affaire de 2 ou 3 ans au maximum) l'Algérie française pourra sonner son glas. Ce sera le début du 18e parallèle indochinois.

*
* *

Devant tant de désinvolture, d'incompétence, de manœuvres non désintéressées ou d'illusions enfantines, l'homme honnête est amené à se demander quel parti prendre. Doit-il lutter pour un standing national inséparable de l'idée de

possessions extérieures ? Doit-il chercher à limiter les dégâts en songeant à la sauvegarde de la peau de ses compatriotes coloniaux en temps opportun et tant pis pour « l'empire » qui compte plus de fossoyeurs que de mainteneurs ?

Je ne suis pas systématiquement un « colonialiste » et je raisonne « colonies » en égard au standing international de la France. Je n'ai ni une action, ni un palmier, ni un gourbi exotiques, Je répète simplement que, sans colonies, les exportations françaises seront considérablement réduites, que la France ne sera plus qu'un petit pays secondaire, que la marine marchande ne bénéficiant plus du monopole du pavillon, devra désarmer en grande partie, que 1.800.000 Métropolitains vivaient directement ou indirectement des colonies en 1938, et que la métropole devra absorber ses milliers de fonctionnaires coloniaux sans emploi. (Déjà, on case difficilement les fonctionnaires indochinois en surchargeant des administrations africaines déjà pléthoriques).

Sans colonies, la France comptera des millions de chômeurs à l'état permanent. C'est une vision réaliste de l'avenir, car tous les produits français non protégés par les douanes, seront battus par des produits similaires étrangers et les frets intercoloniaux français seront concurrencés par des marines étrangères non astreintes aux mêmes charges sociales que la marine marchande nationale. Nous conservons les pieds solidement postés dans le terroir ; nous ne pensons pas à des question d'amour-propre ou à des revanches personnelles. Nous ne pensons qu'au pays. Sans doute à tort pour le gré que l'on nous en saura.

La perte de l'Afrique blanche entraînera celle de l'Afrique noire qui secoura « le joug » pour des raisons tout à fait différentes, comme celle, par exemple, du rétablissement de l'esclavage. En supprimant la traite des noirs, la France se fit beaucoup plus d'ennemis que d'amis car elle enleva les bénéfices d'un commerce prospère tant aux noirs eux-mêmes qu'aux Touareg, Chaâmba et autres Maures vivant du transit humain vers l'Asie où la vente d'esclaves est toujours florissante (Ethiopie, Yémen, etc....).

Le plan de « mort de la France », par oblation de son domaine colonial, est en cours. Le subirons-nous jusqu'au bout ?

Si tout le monde était d'accord pour la suppression de

la colonisation, la question serait passionnante. Les U. S. A. abandonneraient Panama, les Hawaï, etc..., la Grande-Bretagne restituerait Gibraltar, Jersey, Guernesey, Malte, etc..., l'U. R. S. S. libérerait toute la Russie d'Asie, etc... Chacun serait alors sur un pied d'égalité.

Mais il n'en est pas question ! Seule, la France, doit lâcher sa part de gâteau !

Au Kenya, qui veut son indépendance, Londres répondit en « ratissant » 40.000 noirs, en mettant 20.000 suspects derrière les barbelés, en annonçant 7.000 tués. En Ouganda, déportation des tribus frontalières favorables à l'accueil des Mau Mau fuyards. En Guyane anglaise, envoi d'une escadre et de troupes pour calmer l'autonomisme du Dr Jagan. Etc...

Quel pays « frère » demanda, à Bandoeng et ailleurs, la mise en accusation de l'Angleterre à l'O. N. U. ?

A cette différence de traitements on peut déjà mesurer la décadence de la France due à sa politique d'eunuques !

J'ai déjà parlé longuement, ici même, du colonialisme américain à Porto-Rico, aux Philippines et dans les petits états américains. N'y revenons pas. Qui osa mettre les U. S. A. en accusation ?

Qui attaqua l'U. R. S. S. sur sa façon de coloniser les Kazaks (avions-mitrailleurs), le Turkestan, etc.... ?

Tandis que personne ne s'éleva contre le petit Portugal qui, à Goa, dans les Indes abandonnées par les Anglais et les Français, osa dire « J'y suis, j'y reste ». *Il est vrai que Salazar sut faire de l'administration portugaise indienne un corps d'élite au-dessus du plus petit soupçon de vénalité.* Il cultiva la notion de prestige du tuteur par l'exemple de l'intégrale probité morale et matérielle. Voilà pourquoi le Portugal est fort, à Macao comme à Goa, comme en Afrique. La leçon de colonisation est peut-être là : ni démagogie, ni esclavagisme ; de l'humanité et du bon sens pour une œuvre de longue haleine sans changement de directives à chaque nouveau ministère.

*
* *

Alors revenons à nos moutons nord-africains.

Nous sommes en pays occupé. Un occupant n'est que rarement sympathique aux occupés, c'est humain et naturel. Je n'ai trouvé à répondre à un bachelier kabyle que je

poussai dans ses retranchements et qui me dit préférer manger du pain noir « avec un chef de sa race » (sa) plutôt que de la brioche avec les Français. (A remarquer que ce Kabyle serait toujours un pauvre berger de la montagne sans les bourses scolaires françaises !) Il est donc évident que le plus sûr moyen d'être chassé de ce pays est « d'appliquer la démocratie » (l'expression est de M. Soustelle). Au nom « du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » appris aux indigènes, que faisons-nous là ? « C'est le principe de la Résistance à l'Allemand, de 1940-1944, qui montre sous un jour sympathique aux « Résistants » français, la Résistance des indigènes nord-africains à la France ! » (Aveu direct d'un instituteur français métropolitain en Algérie).

Les désordres moraux en Afrique du Nord sont nés de l'épuration. Les revanches fratricides montrèrent nos faiblesses aux indigènes. Les exécutions de partisans d'une politique française amenèrent le doute dans des familles arabes. De même que les troubles indochinois purent se développer par le limogeage de fonctionnaires rompus au pays, de même la disparition de chefs estimés des indigènes leur apprit à ne plus prendre la France au sérieux.

Si nous appliquons les principes, nous posons une question : pour lutter contre les insurgés de l'Aurès et de la Kabylie, le gouvernement général de l'Algérie leva des goums et des harkas, c'est-à-dire des combattants indigènes, pour aller combattre leurs frères musulmans « rebelles pour la liberté du territoire ». Autrement dit, la France reprend l'histoire allemande avec la L. V. F., ou les milices pendant l'occupation. Au nom de quel principe cette fois ? Est-ce qu'un principe est bon à moitié ou seulement acceptable suivant le camp que l'on fréquente ? Est-ce que, sciemment, la France ne risque pas d'offrir aux représailles — plus tard — ces collaborateurs combattant pour l'ordre français ? Les gouvernants français prennent une lourde responsabilité et établissent une jurisprudence qu'il ne faudra plus oublier.

*
* *

Lorsque la France aura perdu l'Afrique du Nord, dont son morceau de résistance est l'Algérie, l'Afrique noire cra-

quera à son tour. Ça commence au Cameroun. Alors, ce sera la fin de la France comme grande nation. On lui aura enlevé patiemment, délibérément, ses réserves minières, ses greniers, ses renforts d'hommes sans lesquels elle n'aurait gagné ni la guerre de 14-18, ni celle de 39-45. Tout cela a été voulu, élaboré avec l'étranger par des fossoyeurs, qui ne sont pas les « féodaux » coloniaux, mais qui se trouvent à Paris dans les milieux politico-financiers. L'empire colonial français, remis intact à la France par Pétain en 1944, est à l'encan.

L'empire français qui comptait 70 millions d'habitants en 1939 n'en compte plus que 40 après la perte de l'Indochine, des Indes, de la Syrie et de la Tunisie. C'est le tocsin. Ce sera bientôt le glas. Un glas qui donnera trois millions de chômeurs en permanence à la France.

Nous avons la conscience tranquille. Les premiers de toute la presse française et longtemps les seuls, nous annonçames cette issue inéluctable en dénonçant l'implacable plan américain, doublé de celui des Anglais, destiné à nous éliminer de nos colonies. Nous en donnâmes les raisons et les causes économiques profondes. Mais chaque clan avait ses complices à Paris et ses agents secrets coloniaux. La presse française mentit effrontément à l'opinion mal informée. Aujourd'hui, il faut payer. En 10 ans, la IVe République conduisit au tombeau un empire colonial qui fut peut-être le seul chef-d'œuvre de la IIIe. On eut le tort de ne pas écouter Léon Blum déclarant à la T. S. F., en 1946, que le « fait résistant n'impliquait pas forcément le droit de gouverner ». Si M. July n'avait pas quitté son étude d'avoué, si beaucoup d'autres avaient limité leurs ambitions à leurs compétences ou à leurs capacités, la France n'agoniserait pas dix ans après leur voracité des places, de toutes les places.

L'avenir est inextricable si l'on continue à se fourvoyer dans les venelles. La colère gronde chez les créoles et les Européens des colonies. Je n'entendis que des paroles de colère et de mépris (je parle des « petits », des besogneux à 25 ou 30.000 frs par mois) pour ce pays qui ne sait pas garantir la sécurité et la pérennité de leur travail. « On nous a vendus » crient ces gens présents depuis cinq générations. Je pense qu'il serait présomptueux de

compter sur eux pour une œuvre de défense française à prévoir sur le plan international.

Des lueurs commencent à pénétrer dans les masses. Raymond Cartier, pourtant américanophile notoire, n'hésite pas à révéler que les tracts incitant au meurtre des Français en Indochine sortaient du bureau du colonel américain Landsdale. Les Anglais avaient fourni les armes à Ho Chi Minh lorsqu'il n'était que chef de bande. Les Français éliminés, les Anglais en difficultés provoquées en Malaisie et en Birmanie, les Américains crurent le moment venu de prendre la place.

Histoire presque identique en Afrique du Nord avec cette variante que si les businessmen anglais et américains se mirent d'accord, en particulier pour les concessions pétrolifères, d'autres groupes de businessmen des mêmes nationalités mènent un jeu concurrent pour affermer les éventuels gouvernements et régimes indigènes nord-africains.

Que les thuriféraires essaient de dissimuler le danger anglo-américain en Afrique par l'épouvantail communiste, la manœuvre ne trompe personne en Afrique du Nord. Que des « techniciens » soviéto-communistes, discernant très bien la bagarre anglo-américaine pour l'Afrique française, tentent de s'immiscer pour capter la rebellion à leur profit, c'est d'accord. Ce n'est qu'un prélude à la prochaine guerre mondiale et l'Afrique du Nord est éminemment stratégique. Il suffit de lire le résultat des dernières élections pour constater que le communisme n'a pas d'empire sur la masse musulmane. Cela ne veut pas dire qu'il n'essaie pas de noyauter l'U.D.M.A. et de ressouder le M.T.L.D. dans l'espoir de pouvoir manœuvrer contre les ambitions anglo-américaines et leurs complicités françaises.

La situation est grave en Algérie. Inutile de le cacher : grâce au tandem P. Mendès-Mittérand, le cas « algérien », *qui n'existait pas avant la Toussaint* 1954, est né.

En 1945, la révolte kabyle déjà suscitée par les agents de l'Intelligence Service, fut mâtée en trois jours. Et la région de Sétif est pratiquement calme en ce moment.

A la Toussaint 1954 (bien entendu à la condition que la France veuille rester en Algérie) dans le même laps de temps le calme pouvait revenir. Il n'y avait pas 1.200 rebelles. L'affaire n'était pas assez importante ; il fallait qu'elle

prenne de l'ampleur pour que la question algérienne se pose avant l'opinion.

Je suis allé en Aurès et en Kabilye, je sais les consignes données aux militaires. Je connais l'histoire du « désarmement volontaire » des fellagha ! On trompa l'opinion — entre cent autres faits — en faisant déposer des vieilles pétoires devant les faisceaux des troupes régulières françaises et l'on prit des photographies du tout en disant : « Voyez la réussite du plan Mendès-Mittérand ! Ils rendent tous leurs armes ! » En ayant soin d'oublier de remarquer que les armes en faisceaux n'appartenaient pas aux rebelles. Et la presse française marcha !

Laissons ce détail pour un tableau ultérieur, plus long et plus fouillé qui aboutit à un pourrissement de l'aventure. Les armes et les renforts purent venir ainsi que les officiers indigènes lâchés d'Irak par les Anglais, et les « techniciens » formés au Caire par des spécialistes américains. Et la rébellion devint insurrection.

Pour achever l'œuvre, M. Mittérand alors ministre de l'Intérieur, décapita la police algérienne spécialisée dans l'anti-terrorisme. Il muta d'office « dans l'intérêt du service « tous ceux qui, avec l'ancien gouverneur Naegelen, avaient ramené le calme après le désarroi et la pagaye créés par l'inénarrable M. Chataigneau, responsable de la révolte kabyle de 1945.

Je ne fus jamais pour « la force par les bataillons » et je fus des premiers à préconiser des réformes, mais des réformes pratiques en temps calme, en ère de têtes froides. Je ramène l'expérience — qu'ont bien peu de fonctionnaires civils — de villages de bled perdus, pauvres, misérables, sans aucun habitant européen et pourtant francophiles ! Je sais ce qu'il leur faut ; ce n'est ni une école construite à gros frais et des instituteurs anti-colonialistes. C'est quelque chose qui coûterait beaucoup moins cher que ces somptueuses installations scolaires comme n'en possèdent pas les villages français. Je sais ceux qu'il faut éliminer ou pendre et qui font de l'anti-France en faisant « suer les burnous » de leurs coréligionnaires. Je sais aussi que les Israélites sont voués aux pogroms quand la France ne sera plus là, car je connais les mots d'ordre donnés aux Musulmans ; d'ailleurs, les Juifs partent par groupes

compacts, ils ont compris, eux ! Les riches se replient en France et les moyens et les pauvres vont vers Israël. Je sais que Londres souleva contre la France l'Aurès en misant sur la proxénétisme de notre pays « protecteur des Juifs, dirigé par des Juifs » et qui veut « soumettre l'Afrique du Nord à la tutelle juive ». Mais la subtilité musulmane donna l'ordre de ne pas y toucher pour ne pas indisposer l'opinion mondiale tant que l'indigène ne sera pas maître chez lui.

Je sais aussi par des observateurs musulmans de Tanger, que l'on n'a pas tout dit sur la conférence de Bandoeng, « ce triomphe des U. S. A. ». Un fonds de 5 milliards a été attribué aux Musulmans nord-africains pour la lutte contre la France. Oui, cinq milliards pour commencer ! Il est aussi prévu « secrètement » d'intervenir, si besoin est, dans les colonies lointaines difficiles à défendre. Attention, à la Somalie française, à Cheik-Saïd, à Madagascar, à la Nouvelle-Calédonie et à Tahiti avec leur « occupation pacifique » chinoise prolifique à outrance.

Pierre FONTAINE.

Tunisie, porte d'entrée de l'Afrique du Nord

Qui tient la Tunisie, tiendra l'Afrique du Nord ensemble, géographico-économique. Qui laisse séparer la Tunisie de l'ensemble nord-africain prépare une histoire de « *parallèle* » comme en Corée et en Indochine. C'est une évidence qui n'est pas nouvelle. Elle est seulement ignorée.

Nous espérons que nos gouvernants entendirent parler de « *l'American Federation of Labor* », de son chef, le fameux syndicaliste ouvrier, M. Irving Brown, et du manifeste qu'il lança en septembre 1952 demandant l'indépendance de la Tunisie. Mais oui !

Nous espérons aussi que nos gouvernants connaissaient les appuis matériels et moraux prodigués par M. Irving Brown à l'*Union générale des travailleurs tunisiens* (U.G.T.T. 100.000 membres), la grande force tunisienne agissante de demain, bien menée par M. Ahmed ben Salah, l'ancien étudiant parisien.

Bien que l'on ait omis d'en informer l'opinion française, nous ne ferons pas aumône aux responsables français de croire qu'ils ignoraient les buts de l'U.G.T.T. : élections pour une Assemblée Constituante tunisienne, déposition du Bey (accusé de corruption), proclamation de la République et réforme agraire, pour l'essentiel.

Rappelons l'assassinat à coup de mitraillettes de l'ancien leader de l'U. G. T. T., Ferhat Ached, « *indépendant musulman* » mais enclin — dit-on — à accepter l'appui (plus ou moins momentané) d'extrémistes de gauche. A la même époque, deux bulletins d'informations sur trois, publiés à Tunis par les soins du consulat américain, disparurent pour faire place à une luxueuse revue de propagande qui commença par apprendre aux indigènes l'exemplaire vie

de Roosevelt, champion de la libération des peuples. Ce ne fut pas sans surprise que, dans les premiers numéros, on releva la signature d'un docteur arabe ayant une chaire de lange arabe à la B. B. C. de Londres, connu des services spéciaux de la police française en Algérie.

*
* *

Depuis la révolte de Kabylie (Algérie) de 1945, la part des services secrets britanniques dans les affaires françaises nord-africaines est moins obscure. Le gouvernement français possède d'excellents documents (qui s'étagent de 1951 à 1955) sur l'action des agents britanniques en Tunisie. Lorque le bey de Tunis bafoua, pendant un an, l'autorité française en refusant de signer les dahirs et arrêtés et en préconisant la résistance passive, tout le monde savait que les conseilleurs, en même temps que les payeurs agissant en coulisse, montaient les chevaux de la célèbre cavalerie de Saint-George. Nous ne reviendrons pas sur la précise documentation officieuse publiée à l'époque dans la majeure partie de la presse française. Nous noterons simplement quelques faits moins connus. En 1951, c'est à Londres que se rendit M. Bourguiba pour lutter contre la présence française en Tunisie. Le 9 août 1951 le *New Chronicle* présenta Bourguiba en ces termes à ses lecteurs : « *On a entendu beaucoup parler de Bourguiba, mais on entendra davantage parler de lui* ». La B. B. C., avare de ses micros, lui permit de s'adresser, en arabe, aux Tunisiens. Enfin, Bourguiba fut invité par la Chambre des Communes à faire un exposé sur son pays devant une trentaine de députés, exposé répété devant une délégation de la Chambre des Lords. Apothéose, M. Bourguiba donna une conférence à l'*Institut Royal d'Affaires Etrangères* (sous patronage de S. M) sur le Néo-Destour et il eut des entretiens particuliers avec M. Furlong, du Foreign Office, chef de Middle East.

Les négociations franco-tunisiennes sont des négociations avec Londres par l'intermédiaire du Néo-Destour.

Premier aspect du problème : La Tunisie. La Grande-Bretagne mise sur la cour beylicale, les grands propriétaires terriens du Néo-Destour, tandis que les Etats-Unis jouent la carte des masses agissantes.

C'est tout le problème tunisien : ôte-toi de là que je m'y mette.

Pour quelles raisons ?

*
* *

Nous sommes obligés de résumer :

1° Londres cherche à compenser ses pertes coloniales (Palestine et Indes) en Afrique ;

2° Washington cherche des débouchés économiques dans le monde entier;

3° Bizerte s'est révélée base stratégique (centre-méditerranéen) très supérieure à Malte ; on ne peut pas faire le blocus de Bizerte qui peut être ravitaillée par l'arrière-pays. Bizerte (grands travaux d'aménagements taillés dans le rocher) est reconnue comme la base la plus pratique et la plus efficace pour aller bombarder l'Europe orientale. Il y a donc lutte anglo-américaine pour Bizerte.

4° La Tunisie est un pays riche de promesses pétrolières (qui commencent à se concrétiser à Mokfar).

*
* *

Première manœuvre (conjuguée celle-là) anglo-américaine :

Dès 1946, Anglais et Américains se mettent d'accord. (ô Yalta) En un tour de main, ils obtiennent l'abrogation du vieux décret beylical limitant à Hoska les concessions. Ils se font attribuer 210.000 km2 de concessions pour recherches d'hydrocarbure en Tunisie, dont 70.000 pour une société à majorité anglaise, 70.000 pour une société à majorité américaine et 70.000 à une société à façade française dont les capitaux sont d'origine douteuse.

Opération extrêmement troublante. L'interpellation Quilici, tourna en eau de boudin, et nous donnâmes, à l'époque, le commentaire (embarrassé et inexact) lu à la presse par un membre du ministère qui s'appelait déjà M. Mittérand. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que le résident général était, à l'époque, M. Mons (de l'affaire des fuites).

Si, un jour, l'affaire tunisienne vient en Haute-Cour, c'est avec l'octroi de ces 210.000 km2 de concessions qu'il conviendra de commencer le procès, car avec les « *techniciens* » du pétrole allaient venir d'autres « *techniciens* ».

C'est d'ailleurs à partir de ce moment que débutèrent les troubles en Tunisie, troubles qui allaient gagner le Maroc, puis l'Algérie. Tout était bien compris et prévu.

*
* *

Deuxième manœuvre : la Libye.

Il suffit de prendre une carte pour comprendre que jamais le Bey n'aurait pris une attitude aussi nette et aussi hostile à la France, s'il ne sentait pas ses arrières protégés par un pays tout entier... comme la Libye, voisine et mitoyenne de la Tunisie.

La Libye, ancienne colonie italienne, devait être démembrée : Tripolitaine, Cyrénaïque et Fezzan autonomes. A la conférence secrète de Tobrouk (1950), Anglais et Américains décidèrent (sans notre avis) de reconstituer la Libye. M. Jacques Bardoux décrivit cette monumentale escroquerie du délégué pakistanais, de l'O. N. U., montant aux ordres des Anglo-Américains. La Tripolitaine (anti-anglaise) avec ses 700.000 habitants eut droit au même nombre de voix que la Cyrénaïque anglophile (aux 300.000 h.) et que le Fezzan francophile (aux 40.000 h.) pour décider de la réunification. Alors que les Affaires Indigènes et les méharistes avaient augmenté l'influence française au Fezzan, *quel personnage politique donna l'ordre, au dernier moment, de lâcher le Fezzan qui se joignit à la Cyrénaïque entraînant la Tripolitaine ?* On parla, à l'époque, du « Fezzan vendu ». Enquête passionnante pour la future Haute-Cour.

La Libye réunifiée contre le gré des Tripolitains et des Fezzanais, Londres imposa son protégé de Cyrénaïque sur le trône de Lybie, Idriss 1er, *appartenant à la secte senoussite, les musulmans les plus francophobes de tout l'Islam.* (Il y a des sectes senoussites dans le Constantinois (Aurès), dans le sud algérien, dans le sud marocain et jusqu'au Sahara ; ce sont des Senoussis qui assassinèrent le Père de Foucauld en 1917). Le nouveau roi de Libye est tellement populaire qu'il échappa à plusieurs attentats contre

sa personne au point de faire tomber la tête de son propre neveu sous la hache.

En 1951, le roi de Lybie signa trois traités d'alliance et d'amitié avec la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. En 1954 le souverain répudia le traité franco-libyen (évacuation du Fezzan) et confirma à titre définitif les traités anglo-libyen et américano-libyen.

En Libye, à Raleuf et à Zuéra, fonctionnent les principaux camps d'entraînement des « *fellagha* ». C'est par la Libye qu'arrivent les chefs et les 4/5e des armes pour les rebelles nord-africains. (Preuves entre les mains du gouvernement français). C'est en Libye que sont les officiers de l'armée régulière irakienne (sous commandement supérieur britannique) dont l'un fut capturé les armes à la main dans le maquis kabyle.

La Libye est un protectorat occulte britannique reconnu.

*
* *

Qui règne en Libye sera donc le maître de la Tunisie mitoyenne, quand il le voudra, et tiendra l'Algérie et le Maroc à sa merci.

Par quel autre pays que la Libye pourrait arriver « *l'armée de libération de* 150.000 *hommes* » promise par Radio-Le Caire aux indigènes de l'Afrique du Nord française ?

Le Fezzan était indispensable à la sécurité française en Afrique. Alger le savait, mais Paris donna des ordres à Alger.

*
* *

Conclusion :

Très exactement le même processus qu'en Indochine avec le même big-business en sous-main.

Des marionnettes indigènes (dont une partie de bonne foi croit lutter pour l'indépendance) maniée par des étrangers ayant de nombreuses attaches à Paris.

La France aux prises avec des « *interlocuteurs valables* » anglophiles qui ne seront plus valables demain (nous

en avons la preuve par les déclaration d'Abd el Krim, au Caire, chef des commandos rebelles).

La tragique carence du gouvernement Mendès-France lors de l'insurrection de l'Aurès et de la Kabylie qui nécessita, 5 *mois après,* un « *état d'urgence* » en Algérie.

175.000 hommes de troupes nécessaires et stationnées en Algérie, 125 *ans après la conquête.* Un record !

Démission de la France qui ne sut ni arrêter, ni faire taire : Radio-Budapest, Radio-Le Caire et Radio-Tétouan (l'Espagne, devenue satellite de la politique musulmane américaine, appelle « *rédempteur* » les rebelles nord-africains. Pourtant, au Maroc espagnol, elle sera logée à la même enseigne que nous).

L'information, étouffée et orientée, a empêché l'opinion publique d'être renseignée exactement sur les événements coloniaux de leurs sinistres fripouilleries qui commencent à l'opium du Laos.

Et nous n'avons brossé qu'un schéma !

Il faut secouer définitivement les hypocrisies en Tunisie comme au Maroc et en Algérie ! Que ces pays aient besoin de réformes, nul n'en disconvient ! Mais que l'on essaie de se servir de ces réformes pour acquérir des avantages, grâce à la vénalité bien connue des administrations musulmanes devenues autonomes, la France n'a pas de rôle cocu à tenir. Yalta lui suffit.

Car, au cas où la France serait décidée à demeurer souveraine dans ce haut-lieu africain, nous pensons aux braves types qu'on enverra se faire trouer la peau pour raccommoder les déchirures des besogneux de la politique française.

Pierre NAVARRE.

Alfred Fabre-Luce
ou l'Antifascisme libéral

M. Fabre-Luce intéresse et déçoit. Comment ne pas être séduit par son intelligence, conquis par ses dons d'écrivain, mais comment aussi ne pas sentir combien est peu virile l'intelligence de cet homme « sans épaisseur » comme disait le grand critique Charles Du Bos qui, dès 1924, notait avec pénétration dans son journal qu'il représentait « la perfection de l'organisme intellectuello-nerveux ». Peu virile cette intelligence est également peu généreuse. Elle jouit d'elle-même et de son propre jeu, mais elle semble toujours s'exercer sur un fond d'indifférence et d'ennui. N'est-ce pas Fabre-Luce lui-même qui notait dans « Attirance de la mort » l'un de ces romans qu'il signa quelque temps du nom de Jacques Sinrdral : « Une indifférence passionnée m'enlève au réel » ? M. Fabre-Luce est de ces hommes qui jouissent de cette faculté que justement Du Bos observait chez Jacques Sinrdral de se survoler constamment ; il est sans cesse témoin de sa propre vie. Jeune homme riche, s'il commence en 1924 une carrière d'écrivain c'est par distraction de dilettante et il hésitera longtemps entre la littérature et la politique, confondant finalement les deux dans le style traditionnel des milieux de la politique parisienne. Même lorsqu'il écrit un livre politique, Fabre-Luce reste le grand bourgeois de lettres qui se voudrait artiste. La politique pour lui n'est jamais qu'un prétexte, un thème littéraire, ou un moyen de sortir de lui-même. Au fond il la méprise et la craint à la fois, comme une chose vulgaire, brutale et un peu sale. « Bien que ce journal soit une œuvre d'artiste plutôt qu'une œuvre de partisan » écrit modestement M. Fabre-Luce dans la préface à la seconde édition du « Journal de la France. Artiste ? Certes non ; on ne voit chez lui, ni la riche sensibilité ni les dons de

création ou de recréation sans lesquels il n'est pas d'artiste. Essayiste distingué, maniant une langue à la fois souple et nerveuse, Fabre-Luce, comme le soulignait Drieu La Rochelle, est « un écrivain bien typiquement français qui, somme toute, ne peut écrire que sur ce qu'il a vu ou sur ce qui s'est passé. Aucune faculté de transposition, d'imagination, mais l'art de sertir les données immédiates de l'événement d'un trait élégant, un peu scabreux. » Voici parfaitement définies, les limites du talent d'un homme chez qui l'écrivain doué a rarement su éviter la dispersion d'une polygraphie journalistique dans laquelle il reproche, non sans raison d'ailleurs, à Maurras d'avoir sombré.

Mais si Maurras écrivait sur l'événement tout chaud les chroniques qui en naquirent nous ont valu le « dictionnaire politique et critique », elles nous ont valu « Les vergers sur la mer ». Quel lecteur de Fabre-Luce n'a déjà complètement oublié tant de livres trop collés à l'actualité la plus fugitive et écrits avec trop de hâte pour qu'on s'en souvienne durablement ? Qui relira dans dix ou vingt ans « Pour une politique sexuelle », « Une tragédie royale » ou « La fumée d'un cigare » ? Malgré son talent et si l'on excepte un essai littéraire estimable sur Benjamin Constant, une essai politique de jeunesse courageux et brillant « La victoire » et son « Journal de la France » où, longtemps encore, on ira rechercher les couleurs changeantes d'une époque mouvementée, il est difficile finalement de considérer M. Fabre-Luce autrement que comme l'auteur d'œuvres de circonstances assez médiocres.

Peut-on, dans ces conditions, tenter de cerner à travers une œuvre aussi inégale et composite une pensée politique ? Même si elle n'a pas la rigueur et la cohérence que d'autres écrivains ont su donner à la leur n'est-elle pas, au moins implicitement, contenue dans ses livres les plus importants son « Caillaux » par exemple, son « Journal de la France » ou dans sa récente « Histoire de la Révolution européenne » ?

Fabre-Luce n'appartient-il vraiment, comme le prétendait Robert Poulet dans un article récent, à aucune famille spirituelle, ne peut-on le rattacher à aucun courant traditionnel de la politique française ?

Pour ma part je ne le crois pas. Que l'attitude politique de Fabre-Luce ait toujours été très ondoyante n'est pas

forcément le signe irréfutable de la volonté d'indépendance intellectuelle et morale d'un esprit auquel répugnent les disciplines partisanes. Cela peut être le signe de l'opportunisme ou du snobisme, ou des deux à la fois. Cela peut être aussi le signe de cette indifférence dont je parlais au début et de cette incapacité dans laquelle semble se trouver Fabre-Luce de s'attacher longtemps à une idée politique. Plutôt qu'à la politique au sens maurassien du terme, Fabre-Luce s'intéresse aux événements de la politique et aux hommes qui la font ; il en est le témoin curieux et attentif, l'analyste précis et souvent lucide, mais on sent presque toujours chez lui un très grand détachement des idées et des faits.

La politique est pour lui un théâtre mais il reste en dehors du spectacle qui ne l'intéresse que dans la mesure où il fournit un sujet à cette conversation de salon brillante, où abondent les raccourcis frappants et les portraits adroits sinon toujours véridiques, qui fournit la matière de la plupart de ses livres.

Au fond M. Fabre-Luce s'intéresse à la politique comme son modèle Benjamin Constant. Comme lui, attiré et repoussé par elle, trop nerveux et délicat pour s'engager dans le combat politique mais désireux d'exercer une influence intellectuelle, libéral effrayé par le désordre démocratique et attiré par l'autorité dont il ressent la nécessité, mais trop aristocrate pour supporter celle d'un chef populaire.

N'est-il pas très significatif que les trois hommes qui ont suscité la curiosité, l'admiration ou la sympathie de l'auteur de « La victoire » et sur lesquels il a écrit, soient Benjamin Constant, Talleyrand et Caillaux tous trois parfaits représentants du libéralisme aristocratique et grand bourgeois ?

Assez attiré par l'Europe national-socialiste de 1940 pour écrire une très remarquable préface à cette « Anthologie de la nouvelle Europe » qui a curieusement disparu de la liste de ses œuvres, est-il interdit de penser qu'il s'est peut-être plu à rêver de jouer auprès du chef d'un Etat autoritaire français le rôle que Constant ambitionnait de tenir auprès de Napoléon ?

Ayant par prudence ou soudain désintérêt renoncé à être le conseiller libéral d'un politique autoritaire, c'est vers Caillaux que M. Fabre-Luce se tourne aujourdhui. Il

se plaît à ce personnage de politicien libéral et grand bourgeois, partisan d'un parlementarisme réformé et modéré mais consentant tout de même aux servitudes électorales, d'une stricte orthodoxie capitaliste, mais moins esclave que Poincaré des mythes monétaires. En Caillaux Fabre-Luce se plaît à saluer, non sans justice, le partisan de ce tête-à-tête franco-allemand auquel se refusent encore obstinément nos nationalistes, le précurseur d'une politique d'association franco-allemande en Europe et en Afrique.

Libéral-aristocrate, mais consentant à une démocratie atténuée et corrigée par le maintien du règne des « classes dirigeantes », naturellement partisan du libéralisme économique tout en admettant un certain degré d'orientation étatique par l'intermédiaire des grandes banques auxquelles l'attachent des liens de famille, évoluant d'un nihilisme postromantique à un catholicisme quelque peu ostentatoire, tel apparaît M. Fabre-Luce à la lecture de son journal.

L' « Histoire de la Révolution européenne », récemment parue, devait finalement nous révéler un Fabre-Luce résolument antifasciste. Ayant discrètement censuré en 1946 certains passages de son journal qu'il jugeait peut-être compromettants et éliminé de la liste de ses œuvres « L'Anthologie de la nouvelle Europe » qui sentait vraiment le fagot, M. Fabre-Luce pouvait, en toute tranquillité, exprimer la mauvaise opinion qu'il avait des régimes fascistes.

« Histoire de la Révolution européenne » c'était un titre bien trompeur. On s'attendait à une histoire des Révolutions du XXe siècle, à une contribution brillante du peu conformiste auteur de « La victoire » à l'histoire objective et honnête du fascisme et du national-socialisme, à une tentative, analogue à celle qu'il réussit en 1924 pour la guerre de 1914, de fixation des responsabilités de la guerre de 1939 ; M. Fabre-Luce ne nous donne qu'une histoire très superficielle et très conformiste, indigne de son talent, de la première moitié du siècle. On exceptera, pour être juste, les quarante premières pages de son livre, consacrées aux responsabilités de la guerre de 1914, et qui démontrent de façon très convaincante l'effrayante responsabilité de Poincaré, complice de l'impérialisme tsariste, dans le déclenchement de la première guerre mondiale. On sera moins sévère également pour le chapitre intitulé « Le

déclin de la République française » où des pages, d'un ton très juste et inattendu chez un écrivain libéral, sur le Front populaire, font oublier quelques jugements d'une injustice tout à fait gratuite sur Maurras.

Pour le reste la médiocrité d'une information historique de seconde main, puisée bien souvent aux sources les plus suspectes, surenchérit sur la légèreté et le conformisme consternant des jugements. Ce n'est pas dans « L'Histoire de la Révolution européenne » que nous irons chercher une analyse sérieuse de la politique européenne de 1919 à l'avènement du nazisme mais dans « La décomposition de l'Europe libérale » de Bertrand de Jouvenel. Quant à l'histoire vraie du nazisme et du fascisme nous l'attendrons longtemps encore sans doute. Le portrait que M. Fabre-Luce fait d'Hitler est bien sommaire. On n'en est pas surpris lorsqu'on sait qu'il s'est inspiré de celui qu'en avait fait avant lui l'Américain Allan Bullock. Les épithètes dont il l'accable sont dignes de celles dont les nobles consciences de la Sainte Alliance affublaient Napoléon : « Aventurier sans scrupules », « Tyran », « Monstre voulant la guerre pour elle-même », « Virtuose de l'action radiophonique et policière », voilà, on en conviendra, un langage qui n'est guère celui d'un historien.

Avec cela aucun effort sérieux d'analyse du phénomène national-socialiste et fasciste, de sa portée révolutionnaire et, au-dela des erreurs et des fautes, de son contenu positif. M. Fabre-Luce s'en débarrasse avec désinvolture en se contentant de noter : « Nul ne songe plus aujourd'hui à soutenir sérieusement la thèse, longtemps en faveur dans les milieux d'extrême gauche, selon laquelle le fascisme hitlérien était un simple camouflage de la défense du capitalisme. » Nulle part dans ce livre ne se manifeste la moindre connaissance physique du national-socialisme ; c'est bien pourquoi le talent habituel de M. Fabre-Luce y est pris en défaut. Drieu le notait. Cet auteur n'écrit bien que sur ce qu'il a vu. Quand Fabre-Luce ne s'en remet pas à des témoignages douteux ou fabriqués pour les besoins de la cause alliée, il ne trouve rien à dire de personnel sur les chefs nationaux-socialistes. Quand il écrit « Hitler s'est imposé parce qu'il se trouvait dans un rapport intime avec

son peuple et avec son époque » on se rappelle qu'Alphonse de Chateaubriant et Drieu La Rochelle l'avaient déjà dit avant lui. Mais Chateaubriant, mais Drieu ont connu Hitler ou l'ont vu au milieu de son peuple, ils ont été les témoins de cet immense amour qui les unissait. Même Bernanos comprenait mieux ce phénomène unique lorsqu'il écrivait (je cite de mémoire) : « Monsieur Hitler aime son peuple d'un amour sacrificiel. »

Plus stupéfiantes encore sont les lacunes de cette histoire. C'est ainsi qu'on n'y parle pas du tout de cet événement capital de l'entre deux guerres qu'a été la guerre d'Espagne, cette véritable plaque tournante de la politique européenne, témoignage décisif, s'il en était encore besoin, de la menace permanente que les menées subversives du communisme international n'avaient pas cessé de faire peser sur la paix et sur l'indépendance des nations européennes.

Que la guerre d'Espagne ait servi de tremplin à l'antifascisme mondial pour tenter d'asservir l'Europe entière au communisme stalinien avec la complicité des sociaux démocrates et d'une poignée de libéraux aveuglés par leur haine des nationalismes populaires M. Fabre-Luce ne semble pas s'en être aperçu. Seul Hitler veut la guerre ; il n'y a pas de clan belliciste en France et en Angleterre ; Paul Reynaud, Léon Blum, Jean Zay, Mandel, Eden, Churchill, Hore Belisha, Roosevelt n'existent pas. Les Juifs non plus n'existent pas, sauf en Allemagne où ils sont persécutés et la croisade antifasciste qu'ils ont financée et dirigée n'a jamais existé que dans la folle imagination des fascistes assassins.

C'est finalement le silence total de M. Fabre-Luce sur l'hystérie antifasciste d'Israël et sur ses écrasantes responsabilités dans l'éclatement du conflit qui est ce qu'il y a de plus significatif dans cette « Histoire de la Révolution européenne ». Quand il stigmatise et déplore les excès de l'antisémitisme hitlérien ou l'approuve sans réserves mais on ne peut trouver honnête qu'il fasse le silence sur l'indéniable bellicisme d'Israël, sur ses complicités constantes avec les hommes qui ne surent ou ne voulurent rien faire pour éviter le conflit avec l'Allemagne nationale-socialiste.

Quelles raisons impérieuses ont donc dicté à M. Fabre-Luce ce silence étonnant dont le résultat est une histoire truquée ? L'auteur a peut-être voulu sincèrement éclairer notre récente histoire, mais comme le disait Bardèche « tout cela ressemble un peu trop à un éclairage de théâtre : on braque des projecteurs et on n'éclaire qu'une scène. Pendant ce temps-là, tout le reste est dans l'ombre. Il est temps qu'on allume les lustres et qu'on dévisage un peu les spectateurs. »

Jacques POILLOT.

Rien de nouveau dans les îles

(De notre correspondant à Londres)

La victoire confortable de sir Anthony Eden et celle du parti conservateur aux élections générales du 26 mai auront été de courte durée. A peine la majorité tout à fait satisfaisante de de cinquante-neuf sièges pour les tories sur l'ensemble des autres partis dans la nouvelle Chambre et de soixante-sept sur l'opposition socialiste avait-elle été annoncée, sans fracas ni sans trompettes, que l'attention du pays se trouvait mobilisée une fois de plus par la vague infernale des conflits sociaux qui transforment de plus en plus en 1955 la fragile prospérité économique de M. Butler en une pauvreté concertée par les éléments communistes et les extrémistes du Labour. Avril dernier, Churchill se retirait du pouvoir au milieu du silence de la presse londonienne réduite à l'inaction par une poignée de grévistes à Fleet street. Fin mai, la belle victoire de M. Eden et le redressement important de son parti après les terribles défaites de 1945-1950, redressement conservateur qui marque aussi la fin de la montée socialiste, ont été assombris par les arrêts du travail dans les docks et, surtout dans les chemins de fer. Les bénéfices de près de quatre ans d'efforts pour rétablir la santé de l'Angleterre ont été, en partie, engloutis dans les ports de Londres, Liverpool, Glasgow et perdus sur les voies ferrées paralysées par l'entêtement syndical.

Dans ces conditions, les résultats du scrutin n'ont évidemment pas pris le relief que l'on pouvait attendre. La gravité d'une situation sociale, qui fait oublier les désordres sur le continent, a nettement distancé le réconfort qu'éprouvaient quelque quinze millions de Britanniques à avoir barrer la route au gang socialiste, à ses théoriciens funestes et aux crypto-communistes qui gravitent autour d'Aneurin Bevan. Cette situation a atteint depuis quelques semaines un point de gravité extrême. Il est évident qu'un état d'esprit inquiétant se fait jour parmi ce qu'il est convenu d'appeler la classe ouvrière. Depuis 1947, les arrêts du travail et les grèves dans les mines, pour ne prendre que ce seul exemple, ont augmenté de 100 %. Or les mineurs jouissent de salaires élevés et de conditions de travail nettement améliorées grâce aux derniers perfectionnements de la technique. Durant les quinze premières semaines

de cette année, cependant, la production de charbon baissa de 2.600.000 tonnes par rapport à la période correspondante de 1954. Et l'on sait que, même à l'ère atomique, le charbon demeure essentiel à la vie de la Grande-Bretagne.

Il est indispensable que plusieurs milliers d'Anglais qui votèrent à droite le 26 mai dernier le firent, non par sympathie particulière pour les gentlemen un peu hautains et tous plus ou moins éduqués à Eton ou Harrow qui composent le cabinet conservateur, mais parce que l'état social actuel, constamment perturbé par des querelles ouvrières ou syndicales (or les Trade-Unions, c'est-à-dire les syndicats, constituent la base militante du Labour) les irrite profondément. Parmi les démocraties occidentales, il faut reconnaître que la démocratie britannique est celle probablement qui manque le moins de bon sens. En dépit du puritanisme, des traditions, des propagandes et de l'abrutissement général, l'Anglais se moque des étiquettes et vote sur un bilan concret, sur un programme, sans se préoccuper de son milieu social, de sa « classe » ou de la forme de son chapeau. Ceci explique la majorité acquise par les conservateurs, alors que les chiffres, jusqu'ici, traduisaient une poussée constante de la gauche. C'est ainsi que quinze cent mille électeurs généralement considérés comme travaillistes s'abstinrent de voter pour le Labour (l'abstention est, après tout, une façon d'exprimer son opinion comme une autre), contribuant à la défaite certaine de celui-ci, parce que le programme du parti, fortement teinté de bevanisme, ne leur promettait rien de très réjouissant. Parmi la masse des « flottants », la droite l'emporta ; les indécis réagirent plus ou moins tous comme cette ménagère de Fulham : « Pourquoi changer ? » Les choses sont bien comme elles sont. Il n'y a rien de mieux à attendre. » Les libéraux, qui ont donné jadis des hommes comme Pitt, Palmerston et Gladstone, sans oublier Lloyd George (dont la fille, Lady Megan, rallia spectaculairement les rangs travaillistes quelque temps avant les élections, alors que la veuve de l'homme d'Etat se prononçait en faveur des tories), augmentèrent le nombre de leurs voix sans toutefois changer le nombre de leurs députés, qui demeure donc de six à Westminster. En ce qui concerne la majorité conservatrice, il y a lieu de dire que c'est une des plus faibles qu'ait obtenue depuis longtemps le parti de M. Eden. En 1918, la majorité des conservateurs était de 263, en 1922 de 79, en 1924 de 211, en 1931 de 494, en 1935 de 247. Il est vrai qu'en octobre 1951, les tories l'emportaient avec seulement seize sièges de plus sur l'ensemble des autres partis. Par conséquent, le résultat obtenu le 26 mai est très satisfaisant. Résultat d'au-

tant plus satisfaisant que, par rapport aux élections générales précédentes, le parti conservateur recueillait quatre cent mille suffrages en moins.

Le grand vaincu des élections générales est le Labour party. Individuellement, les leaders travaillistes sont en perte de popularité, puisque, à part Gaitskell (qu'on peut ranger dans la même catégorie que les gentlemen conservateurs, puisque sa formation universitaire a été achevée à Oxford à une époque où seuls les « riches » y avaient accès), tous les autres, Atlee, Morrisson et même Bevan perdirent des milliers de voix dans leurs circonscriptions. Le dernier ministre socialiste de l'Approvisionnement sous l'austérité, Maurice Webb, mordit la poussière et ne fut pas réélu, ce qui est bon signe. Le clan bevaniste lui-même a enregistré de lourdes pertes : l'Angleterre n'est donc pas mûre pour le coup d'Etat de Prague et pour la « démocratie populaire ». Deux bevanistes ont été battus, Geoffrey Bing, un avocat, et Michael Foot, idéologue sectaire qui anime la feuille hebdomadaire « Tribune » ; ce dernier, qui tenait depuis 1945 la circonscription de Devonport, recueillit moins de voix qu'une charmante candidate du parti conservateur. Par contre, les bevanistes s'enrichirent d'un élément précieux : le crypto-communiste Konni Zilliacus, expulsé du Labour en 1949 pour ses vues extrémistes et réhabilité par la suite. Zilliacus est, comme Bevan, un admirateur de Tito, un partisan de la non-résistance au bolchevisme, un adversaire de la politique américaine, du N.A.T.O., du « colonialisme » et de l'union européenne. Il n'écrit pas encore dans « Tribune », réservant sa prose pour des feuilles confidentielles, mais cela ne tardera pas à venir.

Les socialistes ont perdu le 26 mai un million six cent mille voix et seize sièges. Ces pertes sensibles, que le secrétaire général du Labour Morgan Philipps attribue à l'apathie générale mais qui en fait s'expliquent par la politique désastreuse des travaillistes, tant sur le plan intérieur que dans le domaine étranger, et par leur manque d'organisation, vont causer dans les plus brefs délais une nouvelle crise intérieure au parti socialiste. Il est même très possible qu'à l'heure où on lira ces lignes, cette crise aura déjà éclaté. Les modérés du Labour accusent les bevanistes d'être, par leurs excès et leur violence inutile, responsables de la défaite. Dans le « Sunday Express », le socialiste Woodrow Wyatt, député qui ne fut pas réélu, joue au petit Zola et écrit : « J'accuse Bevan ! » Et d'ajouter : « Il a valu aux tories un bon million de voix. » Chez les extrémistes de gauche, en revanche, seules la faiblesse, la timidité et la modération d'Atlee et de Morisson sont aux ogirines de la défaite. En atten-

dant le Labour se prépare à vider une querelle qui dure depuis des années. Il est vraisemblable que des modifications radicales seront apportées à la direction du mouvement. Le « Daily Mirror », travailliste modéré, vient d'affirmer : « Attlee doit démissionner ! » Le vieil et médiocre Attlee, le mauvais Anglais qui levait le poing en passant en revue des brigades rouges lors de la guerre d'Espagne, le major de pacotille qui déclarait les Etats-Unis coupables dans l'affaire de Formose et proposait de neutraliser l'île (île d'origine japonaise au demeurant), le démocrate au pâle visage de crétin qui rendait visite au Kremlin et à Mao-Tsé-Toung alors que des communistes sabotent l'effort industriel de la Grande-Bretagne, et que les Chinois tuèrent et torturèrent des prisonniers britanniques dans les camps de la rivière Yalu, le vieil Attlee a aujourd'hui 72 ans et il est absolument improbable qu'il soit encore à la tête de son parti aux prochaines élections générales, en 1960. Mais le « Mirror », après avoir demandé en termes vifs le départ d'Attlee, ajoute aussitôt dans un second article : « Ce que nous coûte Bevan ». On y explique que le Gallois, à 57 ans, n'est plus assez jeune pour prendre la tête du Labour, qu'au demeurant il est trop arrogant et trop obstiné, qu'enfin il ne vaut pas le prix de milliers de voix et de plusieurs sièges payé le 26 mai. Les autres chefs socialistes, Morrison, Chuter Ede, Shinwell, Dalton, Noel-Baker, ont tous passé la soixantaine, et certains ont même plus de soixante-dix ans. Le « Mirror » écrit : « Place aux jeunes ! » Le premier de ces jeunes est Hugh Gaitskell, dernier chancelier de l'Echiquier du cabinet travailliste.

La Chambre des Communes, réunie de nouveau le 9 juin, soit cinq jours plus tôt que prévu en raison de l'inquiétante situation sociale, offre désormais la perspective suivante : 344 conservateurs, 277 socialistes, 6 libéraux, 3 indépendants. Le speaker de la Chambre, qui est hors parti, est inclu parmi les indépendants. Les deux autres députés portant cette étiquette sont, assez curieusement, deux nationalistes et républicains irlandais du Sinn Fein, Tom Mitchell et Philip Clarke, qui purgent dix ans d'emprisonnement dans les geôles de Belfast, à la suite du raid armé qu'ils organisèrent il y a plusieurs mois contre la caserne britannique d'Omagh, en Irlande du Nord rattachée au Royaume-Uni. Tom Mitchell obtint près de trente mille voix dans la circonscription de Mid-Ulster et battit le candidat unioniste (conservateur), en dépit de l'impossibilité dans laquelle il se trouvait de soutenir la campagne électorale. Dans la circonscription de Fermanagh et South Tyrone, Philip Clarke écrasa également le représentant conservateur. Ailleurs, Manus Canning, nationaliste irlandais également emprisonné

pour un raid armé contre un dépôt de l'Essex, recueillit vingt mille voix, sans cependant obtenir la majorité. Les candidats conservateurs battus par Mitchell et Clarke ont demandé que leurs sièges leur soient atribués car, disent-ils, « les élus sont félons et, par conséquent, automatiquement disqualifiés ». En réalité, l'élection des deux Irlandais du Sinn Fein indique simplement que plusieurs provinces de l'Irlande du Nord sous contrôle britannique se prononcent dans leur majorité pour le rattachement à l'Eire. C'est d'ailleurs pour ce rattachement que luttent les deux députés emprisonnés à Belfast.

Dans l'ensemble, les mouvements autonomistes et nationalistes qui s'agitent en Grande-Bretagne recueillirent le 26 mai dernier des résultats relativement importants. En Ecosse, le redoutable Dr Mc Intyre qui d'Edimbourg, dirige le parti autonomiste (le vol de la pierre du couronnement à Wesminster, Noël 1951, fut l'une des actions d'éclat de ce parti), a augmenté le nombre de ses suffrages de 50 %. Au Pays de Galles, un candidat nationaliste gallois, E. C. Rees, lui aussi emprisonné, ne fut pas élu à Swansea, mais le Plaid Cymru, le parti de l'indépendance dont les quartiers généraux sont installés à Cardiff, a recueilli près de cinquante mille voix, alors qu'il n'en obtenait que dix mille en 1951, avec quatre candidats.

***

Commentant les résultats généraux du scrutin, le « Recorder » a écrit : « Et maintenant, mettons fin pour toujours au socialisme ! » Par socialisme, il convient d'entendre l'étatisme bureaucratique et paperassier d'une administration défectueuse, les expériences sociales ou économiques appliquées sur la Grande-Bretagne comme sur un cobaye par une poignée d'aventuriers, les nationalisations décrétées à l'aveuglette par souci doctrinal, une politique étrangère qui mène l'empire à la ruine définitive et le bolchevisme à Calais ; non les principes sains et virils contenus dans un socialisme vraiment national et européen. Le socialisme d'Attlee et Bevan ruina la Grande-Bretagne de 1945 à 1951. En installant la classe ouvrière dans un fromage et en volant les riches tout en accablant d'impôts l'honnête classe moyenne, les travaillistes ont commis des fautes incalculables et un tort peut-être irréparable.

La grave situation sociale à laquelle doit faire face le gouvernement Eden illustre cet état de choses. La grève des chemins de fer déclenchée le 28 mai à minuit, à la veille du week-end de la Pentecôte pendant lequel les Britanniques entendaient prendre quelque délassement aux bords de la mer, n'avait pas de revendication financière pour cause. Cette grève,

qui a jeté le chaos pendant plusieurs jour en Grande-Bretagne jusqu'à ce que le gouvernement décréta l'état d'urgence, fut provoquée par le syndicat des mécaniciens et chauffeurs de locomotives, en rivalité avec le syndicat des cheminots. Le premier protestait, et appuya sa protestation par l'arrêt du travail, parce que le second bénéficia voici quatre mois d'une augmentation uniforme accordée aux 450.000 cheminots, augmentation qui disloquait la sacro-sainte hiérarchie des salaires. Le conflit était donc inter-syndical. Inter-syndical fut également le différend des dockers en grève pendant si longtemps : les dockers se révoltaient contre la suprématie de la puissante Union des transports.

La plupart des grèves et des conflits sociaux qui éclatèrent en Grande-Bretagne depuis le commencement de l'année ont été causés par des rivalités syndicales et des dissenssions internes dans les Trade-Unions. Cette manière de vider ses querelles sur le dos du pays et aux dépens d'une économie qui est immédiatement affaiblie dans la lutte impitoyable qu'elle soutient sur les marchés mondiaux, face à la concurrence germano-japonaise, a été stigmatisée par l'ensemble de la presse. L'arrêt du travail dans les chemins de fer fut jugé durement par les journaux socialistes eux-mêmes, et le « Mirror » avec son franc-parler habituel, n'y alla pas par quatre chemins : « les grévistes font une guerre à la nation tout entière ». Pourtant les Britanniques, habitués depuis quinze ans à tout supporter et à tout accepter, réagirent fort mollement à cette guerre sociale un peu particulière qui, mises à part les destructions et les vitcimes, comportait des effets semblables aux raids aériens de 1940 à 1943 ; « mais, a observé le « Daily Mail », nous avons pris l'habitude de tout, même de la grève du rail ».

Habitude de se résigner au pire, ou apathie qui caractérise le déclin d'un peuple ? Le flegme britannique, et cette attitude méprisante de froide acceptation devant la mort ou les catastrophes inévitables sont suffisamment connus pour ne pas y revenir. Cependant, l'apathie est un phénomène nouveau, qui est apparu après la guerre et au lendemain des mornes années de l'austérité alimentaire. Dans le cas des syndicats, par exemple, il est extraordinaire de constater comment la minorité communiste qui s'y trouve établie depuis la collusion anglo-soviétique contre le IIIe Reich, s'est développée pour prendre une formidable ampleur. Or ce développement ne fut rendu possible que par l'apathie criminelle des éléments non communistes. En 1953, lors de l'élection du président d'un syndicat, 81.0000 membres seulement sur 800.000 étaient présents pour voter. Ces abstentions massives se répétèrent à plusieurs reprises. Elles

permirent, notamment, au communiste Frank Foulkes et à son adjoint Haxell de s'emparer de la direction du syndicat des électriciens qui, avec ses 220.000 hommes, est le septième par ordre d'importance dans le pays. On se souviendra à ce propos que la grève de près de quatre semaines dans les journaux de Fleet street fut provoquée par des électriciens attachés à la bonne marche des imprimeries, et groupés dans un petit syndicat également communiste. Evoquant ce conflit à la conférence annuelle de son « union », à Worthing, Foulkes a violemment attaqué les propriétaires de journaux britanniques, les a accusés de mentir délibérément, a qualifié la presse de Fleet street de « la plus vaste organisation de prostitués depuis l'empire romain », et a demandé la nationalisation de tous les journaux. Il y a quelques années, Foulkes n'était qu'un secrétaire au sein du syndicat des électriciens. A la faveur des étranges alliances de la guerre, il s'est hissé au poste de commande. Aujourd'hui il a le verbe haut et ne fait pas secret de ce que signifierait, en Grande-Bretagne, une dictature de gauche ou d'extrême-gauche.

Harry Pollitt, chef du parti communiste anglais, ne s'inquiète aucunement de savoir que les membres de son parti ne sont guère plus de trente-trois mille. Sur le nombre, en effet, vingt-cinq mille sont des ouvriers d'usines qui disposent des moyens les plus efficaces pour le sabotage industriel. Car Pollitt, qui a enregistré une cuisante défaite le 26 mai, vient d'annoncer : « Nous concentrerons nos efforts sur les usines ». Pour faire sauter la Grande-Bretagne et pour réduire ce pays de traditions légendaires, de patriotisme et de fidélité monarchique à un terrain idéal pour le communisme, c'est à la stabilité économique qu'il faut s'en prendre, à l'outillage industriel, au taux de production et au chiffre d'affaires des « businessmen » de la City. Le chaudronnier Pollitt ne l'ignore pas. Ses agents contribuent de leur mieux dans les mines et parmi les docks à créer le climat nécessaire à la grève, à l'arrêt du travail, à la baisse de la production, à la misère. Mais il ne se trouve aucun communiste à la tête du syndicat des mécaniciens et chauffeurs de locomotives qui déclencha la grève du rail. L'inconscience criminelle de certains syndicalistes et l'apathie consternante du public sont de précieux auxiliaires de Pollitt et de son parti.

Vainqueur devant le peuple le 26 mai dernier, sir Anthony Eden doit maintenant se montrer digne de sa victoire et faire cesser par les moyens qui conviennent une agitation sociale qui ne peut que favoriser la progression du communisme et, par contre-coup, contribuer à l'affaiblissement de l'Europe.

Pierre HOFSTETTER.

Le plan du Colonel Von Bonin
dans le cadre de la Stratégie Occidentale

Avant même sa naissance officielle, la nouvelle armée allemande a connu un « *limogeage* » sensationnel dont la presse a fait grand bruit. Si grand bruit et si assourdissant que beaucoup n'y ont discerné qu'un épisode de la lutte « *pour la réunification d'abord* » entamée par les socialistes suivis de certains éléments néo-nazi. C'est tout autre chose : un problème proprement militaire et, pour nous autres Français, du plus direct intérêt.

I. — L'affaire Bonin.

Le colonel Bogislav von Bonin est un Prussien des bords de la Baltique, issu de Huguenots français. Depuis longtemps, il est tenu, par ses chefs et ses pairs, comme un officier du plus rare mérite, l'incarnation même du « *Stabler* » de la « *Kriegsakademie* » joignant, au goût de l'effort intellectuel et à un ardent patriotisme, l'intégrité, le désintéressement et le sens de l'honneur. Peu avant la guerre, il a 36 ans et se trouve à la tête de la section des opérations de l'état-major de la « Wehrmacht ». Lorsqu'en août 1944, après l'attentat contre Hitler, Guderian devient chef d'état-major de l'Armée, il est désigné comme chef de la section des opérations sur le front de l'Est. C'est à ce titre qu'il est arrêté le 18 janvier 1945 et envoyé en camp de concentration par décision du « Führer » pour avoir contre la volonté de celui-ci, donné des ordres impliquant l'évacuation de Varsovie devenue indéfendable et déjà à peu près perdue en fait. Bonin est donc, comme son ancien chef Guderian, un officier frappé pour des motifs purement militaires, mais qui n'a pris part à aucun complot politique. Il n'est cependant pas doûteux que sa déportation concourt, en 1952, à le faire nommer chef des services de planification de l'office Blank chargé de préparer la naissance de la future armée allemande.

Très vite, le colonel von Bonin distingue deux vices graves dans les projets élaborés, sous la haute direction de Théodor

Blank conseillé par le général Heusinger, en vue de satisfaire les désirs de l'O.T.A.N. : ils manquent de réalisme et ne concourent pas efficacement à la protection du territoire national.

Il est impossible, en partant de zéro, de créer, en quarante mois, une bonne armée de 500.000 hommes (marine et forces aériennes comprises). Il a fallu près de 6 ans, à la « *Reichswehr* » de 1921, pour devenir une troupe de valeur. En dépit de sa farouche volonté et du remarquable noyau fourni par la « *Reischswehr* », Hitler, au cours des cinq années écoulées entre le rétablissement du service obligatoire et la deuxième guerre mondiale, n'est pas parvenu à créer une « *Wehrmacht* » répondant totalement aux conditions de la guerre moderne. La mise sur pied des futures « *Streitkraften* » exigera sept ans : quatre pour former les cadres ; trois, les hommes. Et, pendant tout ce temps, elles seront plus susceptibles d'attirer la foudre sur l'Allemagne de l'Ouest que de lui assurer une protection.

Les 12 divisions allemandes futures intégrées dans les forces de l'O.T.A.N. se battront bien initialement à l'Est du Rhin, mais elles participeront à une manœuvre stratégique de défense élastique dont la limite arrière est : le Jutland, le Rhin et les Alpes. Or, quand on connaît les hésitations et les retards habituels aux démocraties, on peut bien penser que cette limite arrière sera atteinte et que l'Allemagne occidentale deviendra le champ dévasté d'une stratégie, sans doute classique, mais d'inspiration purement étrangère. La République fédérale est trop exigüe pour permettre un repli dans un réduit d'où partirait ensuite une contre-offensive et le seul exode, massif et inchiffrable mais certain, des populations civiles suffirait, par l'encombrement des routes, à ruiner de tels progrès ; d'ailleurs fort discutables même si l'on se place au point de vue de l'intérêt général des peuples compris entre l'Elbe et les Pyrénées.

Bonin n'en conclut pas que l'Allemagne doive renoncer à contribuer, même dans les délais fixés, à la défense de l'Europe. Bien au contraire ! Il rédige et soumet, à l'office Blank, en juillet 1954, un mémoire préconisant la constitution initiale d'une armée purement défensive. En octobre, son travail lui est retourné avec la mention : Refusé. C'est alors qu'il se cherche des répondants : Le maréchal von Manstein, l'inspirateur de la manœuvre de 1940 à travers l'Ardenne, le plus brillant des stratèges allemands, déclare que ses vues constituent une base de discussion intéressante. Les généraux Reinhardt, Hossbach, Wenck, Büsse, von Lüttwitz anciens commandants d'armée, Eberbach et von Wietersheim, anciens commandants de corps d'armée, tous considérés comme récupérables dans les « *Streit-Kraften* » s'y rallient entièrement. Mais Bonin commet, semble-

t-il, une erreur de conduite en suscitant l'approbation enthousiaste du Ministère des Affaires panallemandes de Jakob Kaiser qui déclenche des campagnes favorables dans d'influents journaux de droite (comme la « *Franâfurier er Allgemeine Zeitung* ») et de gauche (comme la « *Frankfurter Rundschau* »). Cela prête, à tort d'ailleurs, une apparence « *anti-atlantique* » au projet et l'office Blank, menacé d'être débordé, frappe le colonel avec une précipitation et une désinvolture peu coutumières. Sans audience préablable de ses supérieurs, une sèche notification du 25 mars informe celui-ci qu'il sera mis fin à ses services, le 30 septembre, pour manque de loyauté.

Mais l'affaire n'est pas terminée Une commission parlementaire spéciale assistée d'experts a entamé l'étude du plan Bonin. Le « Pentagone » a, très naturellement, manifesté le désir d'être renseigné. Et il serait fort étonnant que l'intérêt des Occidentaux s'en tint là. Nous allons voir pourquoi.

II. — Le plan Bonin : une réaction allemande naturelle mais d'une parfaite loyauté occidentale.

On devait bien s'attendre que l'Allemagne, admise à égalité dans l'O.T.A.N., demandât que fut assurée au maximum la défense de son territoire. N'est-ce pas ce que nous avons fait nous-mêmes depuis cinq ans en insistant pour qu'Américains et Anglais maintinssent sur le continent des forces suffisantes et pour que la limite arrière du repli consenti fut maintenue le plus à l'Est possible ? On lache toujours avec plus de désinvolture le sol de ses Alliés que le sien propre ; en 1914 et 1940, quand les affaires tournaient mal, les Anglais avaient une invincible tendance à regarder vers les côtes et on se souvient du vif conflit élevé entre De Gaulle et le Commandement américain lorsque celui-ci, en janvier 1945, décida l'évacuation, pourtant stratégiquement sage, de Strasbourg. Une coalition suppose l'adhésion de tous ses membres à une mission générale mais n'empêche pas ceux-ci d'y entrer avec leurs soucis particuliers nés de leur position géographique et le fait d'y admettre un membre nouveau comporte l'engagement implicite de l'aider à se protéger de l'invasion en augmentant la profondeur sauvegardée dans la mesure même de son appoint. Aucune nation n'a représenté, aux Alliés maritimes, avec plus de force que la France, les dangers de la stratégie périphérique et les difficultés d'une reconquête ; aucune n'a mieux préparé le terrain aux arguments de Bonin. C'était, du reste, naturel puisque notre situation en arrière de l'Allemagne, nous inspire des soucis analogues et qu'une couverture ramenée au Rhin ne

peut constituer, pour nous, dans l'état actuel des armements, qu'un pis-aller fort précaire.

Rien, dans les théories de Bonin, n'indique une opposition au réarmement et à l'O.T.A.N. Quelques-uns des supporters de la presse ont tendancieusement interprêté son affaire pour en faire une machine de guerre contre le gouvernement Adenauer, mais, lui-même, n'a rien dit de semblable. Il pense que le soldat allemand se battra d'autant mieux qu'il le fera pour protéger directement les siens, sa maison, sa terre contre un envahisseur dont la brutalité lui est connue ; et cela paraît indiscutable. Il affirme qu'une armée à caractère défensif rassurera bien des inquiétudes étrangères et j'imagine qu'il fait ainsi allusion au moins autant aux Français germanophobes qu'aux Soviétiques toujours prêts à se déclarer menacés. Il ajoute qu'une armée de cette nature n'interdira pas de négocier avec ces derniers pour tenter d'obtenir la réunification. Mais qu'y a-t-il là d'étrange et d'inquiétant ? Eisenhower n'a jamais promis aux Allemands d'entreprendre une croisade pour refaire leur unité et n'a pas manqué une occasion de se déclarer prêt à parler avec Moscou. Bonin n'est pas de ceux qui fourbissent amoureusement une antinomie entre réunification et réarmement ; en bon réaliste, il sait que plus on est fort plus on est à l'aise pour négocier.

Rien, dans le plan du colonel, n'est de nature à inquiéter les Alliés. Il procède d'une réaction allemande toute naturelle et fort prévisible mais sa loyauté occidentale est incontestable. La meilleure preuve en est, du reste, qu'il n'a de sens que dans le cadre de l'O.T.A.N. Nous l'allons voir en examinant ses aspects tactiques et stratégiques ; pour autant du moins que le permet la presse allemande qui, à la vérité, s'est montrée plus soucieuse d'y chercher des arguments de polémique que d'en exposer clairement le mécanisme.

III. — L'insertion du plan Bonin dans la stratégie occidentale.

Les forces de l'O.T.A.N. constituent une couverture ayant pour mission de faire gagner un minimum de trois mois aux Alliés. Elles sont en état d'infériorité numérique initiale vis-à-vis de l'adversaire éventuel et, très classiquement, ont envisagé de gagner ce temps en cédant du terrain. Survient un Allemand, qui dit : « *Maintenant, me voilà votre partenaire; j'adhère pleinement à la nécessité de gagner du temps et je veux vous y aider, mais, permettez que je le fasse en tâchant de sauvegarder mon propre territoire !* ». La proposition est sincère et sans faux-fuyant possible car le plan proposé ne se conçoit

pas sans l'aide des Alliés occidentaux. Il ne cherche qu'à barrer le front Lübeck-Hof, de la Baltique à la Thécoslovaquie, et laisse à d'autres le soin de couvrir sa droite face au Boehmer-Wald et à la Trouée du Danube. La résistance passive qu'il organise est vouée à une ruine rapide s'ils ne manœuvrent pas en arrière des réserves capables d'offensive qui, en l'occurence, ne peuvent être que les armées de l'O.T.A.N. La seule question qu'ait à se poser les Alliés est donc de savoir si, techniquement, le désir allemand peut se concilier avec la mission générale ; si, en gagnant les trois mois fatidiques, on peut encore protéger la plus grande part de la République fédérale.

Le colonel von Bonin propose de constituer aussi vite que possible mais progressivement (en 4 ou 5 ans) une armée de 150.000 volontaires soutenue par des formations de type suisse fortes de 200.000 miliciens. L'armée volontaire, articulée en douze petites divisions d'une douzaine de mille hommes, dotée de quelques 8.000 armes ou engins anti-blindages, sera une véritable troupe de chasseurs de chars. Comme on sait que l'adversaire éventuel attaquera avec un grand nombre d'unités blindées suivies au plus près par une infanterie très dense, elle aura pour mission d'établir de Lübeck à Hof, sur 600 kilomètres, une position de barrage bouclant solidement les voies pénétrantes et les couloirs favorables à la progression des chars de façon à arrêter ceux-ci et à les séparer de la masse d'infanterie dont les poches saillantes seront colmatées par les forces miliciennes. La profondeur de la zone de combat impartie aux « StreitKraften » est de 50 kilomètres ; c'est dans cette limite qu'elle recourra à la défense élastique. Tout adversaire pénétrant au delà entrera, de ce fait, dans la zone de bataille alliée.

A un premier examen, les forces prévues par Bonin paraissent, bien faible pour barrer 600 kilomètres. Mais 400 courent en montagne dont moitié dans des régions particulièrement accidentées comme les Fichtelgebirge et le Frankenwald, la Röhn et le Vogelsberg, le Harz, dont il suffit d'interdire les routes et les vallées pour poser, à l'agresseur, des problèmes difficiles et, sur les 200 kilomètres de plaine, les 60 du Nord, protégés par l'Elbe-Trave-Kanal, s'ouvrent sur la direction excentrique du Schleswig-Holstein. Par ailleurs, il faut tenir compte que cette couverture avancée bénéficiera de l'appui des forces aériennes alliées qui prendront à partie la soixantaine de pénétrantes (routières, ferrées (1) et fluviales (2) traversant les arrières immédiats de l'ennemi et, particulièrement, les points de passage du canal de Wismar, de l'Elbe et de la Saale. Ces bom-

(1) 14.
(2) 1 (Le Mittellands-Kanal.)

bardements, dont la plus large part sera sans doute exécutée avec des projectiles atomiques explosifs ou d'infection radioactive persistante, obtiendront certainement des effets de paralysie sensibles tandis que les ripostes de même nature seront d'assez faible rendement contre les éléments allemands dispersés et enterrés.

*
* *

Certes, la presse est loin de nous avoir fourni tous les renseignements nécessaires pour porter un jugement assuré sur la valeur objective du plan Bonin, mais le moins qu'on en puisse penser est certainement conforme au jugement du maréchal von Manstein : Il y a là une base de discussion intéressante. Du reste, quel que soit son avenir, on peut être certain que la revendication incluse dans sa conception sera un jour reprise sous une forme ou sous une autre et, si nous sommes raisonnables, avec notre appui car elle prolonge nos propres préoccupations.

Jean PERRÉ

Les Livres du Mois

LA REVOLUTION ET LA LIBRE PENSEE, par Augustin COCHIN.

La maison Plon réédite cet ouvrage du grand historien et philosophe de la Franc-Maçonnerie, malheureusement tué avant d'avoir achevé son œuvre, au cours de la guerre de 1914-1918.

Cette réédition est particulièrement opportune : elle vient à une heure où les écrivains favorisés par le régime cherchent à diminuer la valeur des travaux d'Augustin Cochin ou à passer ses découvertes sous silence.

Archiviste paléographe de grande classe, Augustin Cochin a fait, en particulier en Bretagne et en Bourgogne, une étude de la tactique insurrectionnelle qui a complètement bouleversé les données historiques de 1789 et ruiné l'affirmation de « l'anarchie spontanée » lancée par Taine à la fin du siècle dernier.

Les renseignements précis qu'a donnés Cochin gênent beaucoup les démocrates. Il nous revient donc de briser par tous les moyens la campagne du silence qu'ils essayent d'imposer depuis 1920. L'œuvre d'Augustin Cochin est limitée à la révolution de 1789, mais les principes généraux qu'elle a mis en lumière s'appliquent aux événements les plus récents. Ils fournissent une méthode de travail aux historiens, disons-même : une clé.

G. O.

*
* *

PERPETUAL WAR FOR PERPETUAL PEACE (The Caxton Printers, Caldwell, Idaho), par Harry Elmer BARNES.

Ce gros volume de 659 pages est à la fois un résumé et une mise à jour de plusieurs livres écrits par diverses personnalités américaines sur la politique étrangère des Etats-Unis entre 1935 et 1945. Il a été rédigé sous la direction de Harry Elmer Barnes par quelques-uns des historiens dont les ouvrages avaient eu le plus de succès, les années précédentes : le professeur Charles Callan Tansill, Frédéric Sanborn, William Neumann, George Morgenstern, Percy Greaves, William Henry Chamberlin et George Lundberg, qui ont, chacun contribué à un ou plusieurs chapitres sur les événements qui ont amené la guerre en Europe et en Asie, le drame de Pearl-Harbour et les enquêtes plus ou moins truquées auquel il a donné lieu, les résultats désastreux de la guerre pour les finances, la

sécurité intérieure et extérieure des Etats-Unis, Harry Elmer Barnes s'est réservé la présentation de l'ouvrage. Il a montré combien il était urgent de rééduquer jusqu'aux étudiants couverts de lauriers et qu'une propagande incessante de dix ans a fini par priver de la faculté d'analyser avec objectivité les textes qui les gênent. Il a, enfin, tiré la conclusion des travaux de ses collaborateurs.

On ne résume pas un ouvrage si bourré de faits et de documents. Nos antimunichois auraient intérêt à lire les pages consacrées à Munich. Ils s'apercevraient, non sans surprise, que la maladresse de Roosevelt a peut-être permis à Hitler d'échapper à un grave danger intérieur, mais qu'en le sauvant, elle aurait, dans cette hypothèse, rendu inévitable la catastrophe qui a suivi.

Les chapitres relatifs à Pearl Harbour mériteraient toute une étude. La perfidie de Roosevelt éclate à chaque page et l'astuce déployée par ses amis pour empêcher l'éclosion de la vérité montre que la démocratie française n'est pas la seule qui sache étouffer un scandale.

Il n'a été au pouvoir de personne d'empêcher Roosevelt de pousser la France et l'Angleterre aux décisions qui rendaient impossible une limitation du conflit, ni d'y faire entrer son pays après avoir solennellement promis à ses électeurs et a leurs mères qu'ils ne se battraient jamais en Europe. A la fin de 1943, les fruits amers de cette politique commençaient à être visibles même pour ceux qui, depuis des années, avaient accepté sans sourciller toutes les thèses de l'Internationale démocratique, tels le maréchal Smuts, premier ministre de l'Afrique du Sud, qui lança un avertissement dont Roosevelt aurait bien dû tenir compte avant de se rendre à Téhéran et Yalta :

« *La Russie,* disait Smuts, *est le nouveau colosse du continent européen... Vous allez vous trouver avec la Russie dans une position qu'aucun pays n'a jamais occupée dans l'histoire de l'Europe...* »

L'Europe « libre » est, en effet, réduite aux frontières de l'Empire de Charlemagne. Ce retour à huit cents ans en arrière ne constitue pas un progrès.

G. O.



« LES INCIVIQUES », de Paul Sérant (*Editions Plon*).

Voici enfin un témoignage sur la jeunesse et la guerre, aux vraies couleurs noires et dorées de notre souvenir !

D'emblée nous sommes avec les héros dans le Paris silencieux et campagnard de l'occupation, aussi rapidement qu'alors nous devenons leur ami, nous nous retrouvons, les poches bourrées de journaux, un peu guindés dans les mauvais vêtements et les idées, tricotant bien mal l'abstrait et le concret, mais vivant mieux que jamais depuis

lors une forme irremplaçable de la poésie, de l'espoir et de l'admiration.

Cinq jeunes gens venus d'horizons sociaux et politiques très différents se retrouvent du même côté de la barricade ; tous unis, ils vivent côte à côte jusqu'à l'engagement de l'un dans la L.V.F., des quatre autres dans la Milice française. Surviennent les jours d'août 1944 : séparés, traqués, l'un massacré, d'autres arrêtés, tous les survivants restent hébétés par la tornade, à nouveau divisés comme avant la guerre, ne se reconnaissant plus tout à fait dans leur passé et cependant marqués d'une expérience qui les fera toujours, entre mille, se reconnaître les uns aux autres. Bien sûr on ne nous dit pas tout de la vie de ces adolescents, on ne nous invite pas à découvrir ce qui, dans leur vie sensible, a pu expliquer l'adhésion à un camp plutôt qu'à l'autre, la préférence donnée à un ensemble de valeurs. Cependant, toujours ce roman garde l'épaisseur de la vie ; ces jeunes gens venus de points opposés, un moment réunis et à nouveau séparés, mais à jamais liés, nous les avons rencontrés, connus. Ils ont *leur passé*, même lorsqu'on ne nous le dit pas complètement. Mieux, ils vieillissent. La vie prend peu à peu pour eux ses couleurs plus sérieuses et plus ternes, l'enthousiasme acquiert sa teinte plus personnelle, moins communicable, où l'approfondissement ne se laisse parfois plus bien distinguer de l'appauvrissement. Pierre, traqué, découvre l'amour et ne voit plus qu'abstraction devenue furieuse dans son ancienne ferveur politique ; Jacques, par bonne raison politique, s'inscrit à la résistance ; Grandier, le chef tant admiré, aperçoit enfin en prison l'envers du décor, que sa pensée, obnubilée par la *hâte* et l'action, avait laissé dresser devant ses yeux. Peut-être n'y aurait-il rien de commun entre eux tous si les souffrances de l'épuration ignoble n'étaient venues servir de relai à leur ancienne fraternité. Et lorsque dix ans après, les survivants se retrouvent, ils croient encore parler de politique alors qu'ils ne savent plus s'exprimer qu'en termes de liberté et de destinée. Ils sont vraiment devenus les « inciviques » que la Cité n'intéresse plus. « Paradoxalement, dit l'un d'eux, nous sommes aujourd'hui, nous autres ex-fascistes, les seuls à croire aux droits de l'homme et à la liberté individuelle. »

Ce roman magnifique évoque, de la façon la plus grave, le couple mystérieux de la jeunesse et de la politique. Couple à la fois très beau parce que plein d'espérance et d'amitié humaine, triste aussi parce que toujours un peu hagard, prompt aux emportements dont on ne ramène souvent qu'amertume et désenchantement. C'est à dépasser ce désenchantement — et non l'action politique elle-même, service toujours inutile — que nous aide Paul Sérant en nous parlant, avec tant de liberté, de justesse et de fierté, de notre passé.

Bernard VORGE.

*
* *

« L'HUMEUR VAGABONDE », d'Antoine Blondin (*Editions de la Table Ronde*).

Au lendemain de la guerre, quand les trains recommencent à rouler, Benoît Laborie quitte son village, sa femme et ses habitudes pour aller découvrir Paris. Après huit jours d'infimes aventures quotidiennes qui lui ont appris surtout à connaître la femme qu'il a laissée, il revient au village, à la nuit, pour recevoir dans les bras celle qu'une balle vient d'abattre au moment où ils s'avançaient peut-être pour la première fois l'un vers l'autre. Personne ne peut admettre la méprise de la mère qui ne reconnaît pas son fils dans les bras de sa belle-fille, et Benoît devient le héros éphémère et durement adulé de la fête parisienne autour de l'énigme et du suspect.

On reconnaîtrait entre mille l'écriture de Blondin. Aussi bien se demande-t-on parfois si lui-même, le sachant, prend encore la peine de penser une seconde auparavant à ce qu'il va nous conter. La plume vagabonde. C'est toujours le même pas du flâneur qui prend ce que la rue lui offre, le même papillotement de calembours du cœur. C'est étonnant en dix lignes, décevant en dix pages, émouvant et finalement assez beau lorsqu'on referme le livre.

Dans ce livre qui se passe presque tout entier à Paris, le sentiment de la présence la plus forte est donné par la campagne, on dirait presque par l'absence de la campagne. Benoît, paysan de Paris, n'y retrouve plus ses odeurs familières, ses lumières, son pas fait aux sentiers inégaux. Vagabond ayant perdu son poids d'habitudes physiques, tout lui est prétexte à s'envoler dans le monde du coq-à-l'âne poétique, vrai *déraciné* sans théories, héros de Giraudoux à la tête plus ronde et aux cheveux plus drus.

Mais ces signes qui l'entourent et qu'il ne sait plus interpréter prennent parfois une résonance plus ample. Sa mère, avant de tirer, a-t-elle cru voir en lui le premier amant de sa femme ou bien en reconnaître un déjà vu ? se laisse-t-elle accuser plus lourdement pour ne pas révéler la vérité à son fils ? chaque version est évidemment la bonne jusqu'au détail qui brusquement fait avec la même évidence accepter l'autre où tout concorde aussi bien, comme ces dessins d'escaliers sur lesquels l'attention s'amuse à reconnaître tour à tour le dessus ou le dessous. On donne une pensée à Proust, avant de retrouver les vrais problèmes d'Antoine Blondin : la frivolité, le vagabondage point si bien acceptés, les trains qui voudraient enfin partir et qui ne peuvent s'y décider.

Il y a des manières de montrer sa légèreté qui sont belles et graves.

Bernard VORGE.

*
* *

« MIT GOEBBELS BIS ZUM ENDE », de Wilfred von Oven (Dürer-Verlag, Buenos-Aires).

L'auteur appartient à une de ces générations qui ont le plus souffert de l'autre guerre mondiale et ont fourni ses premières troupes au national-socialisme. Son père ne rentra d'Amérique du Sud, en 1914, que pour être mobilisé et se faire tuer en Champagne, l'effondrement monétaire arrêta ses études, il fut l'un des 6 millions 500.000 chômeurs de l'Allemagne d'alors et avait à ce titre déjà reçu les coups de matraques de la police avant de devenir membre du Parti. Il ne devait pas le rester longtemps et c'est contre l'avis de ses camarades qu'il allait, en mai 1932, quitter toute organisation politique alors que la prise du pouvoir était certaine et les fruits du combat en vue. Journaliste, il devint, en 1939, correspondant de guerre et se trouvait, au début de 1943, sur le front de l'Est lorsqu'un télégramme l'appela au Ministère de la Propagande. Rapidement promu Attaché de Presse personnel du Ministre, il ne devait plus le quitter un seul jour jusqu'à l'ultime péripétie. Ce sont ses souvenirs de cette époque qu'il nous rapporte aujourd'hui, sous forme de Journal, dans deux gros tomes passionnants publiés en allemand à Buenos-Aires : « Avec Goebbels jusqu'au bout ».

Chargé de recevoir, de classer et de mettre en forme les dépêches d'agence les plus confidentielles afin de les présenter au Ministre, von Oven était naturellement, de tous, le premier informé ; recueillant la première réaction de son chef, il en devint normalement une sorte de Premier Secrétaire, confident de ses pensées, de ses espoirs et de ses craintes. De Stalingrad à l'entrée des premières troupes russes à Berlin, on suit, avec une passion jamais relâchée, l'histoire de l'Allemagne de cette époque, vécue à travers le colaborateur assurément le plus remarquable d'Adolf Hitler. Volontairement von Oven s'efface lui laissant constamment la parole, notant ses attitudes quotidiennes. Sans doute se prend-on à regretter que l'auteur ne se donne pas parfois du recul pour nous dire qui, finalement était ce Dr Goebbels, comment il a cru le deviner dans ses mobiles essentiels. Mais peut-être cela n'était-il pas possible en face de cet homme tout entier à son combat et a-t-il justement fait de nous laisser à cet agenda haletant d'où finalement se dégage assez bien la figure toujours en retouche et jamais achevée de l'homme d'action.

La capitulation italienne, les débuts de la terreur aérienne, l'attente du débarquement, le cercle qui se referme, nous revivons successivement toutes les grandes dates de cette époque d'une façon extraordinairement vivante : le récit minutieux de l'attentat du 20 juillet contre Hitler se dévore littéralement. Nous sommes parfois fatigués physiquement de supporter à nouveau l'incroyable tension de cette période historique, mais nous ressentons un véritable rafraîchissement intellectuel à ne pas entendre, pour une fois, le récit toujours conduit par le même camp. Les personnages ne sont plus des pantins, ils sont là avec leurs défauts — et pour la plupart Joseph Goebbels ne les épargne pas — et leurs qualités. Nous voyons l'extraordinaire machinerie de l'Allemagne en guerre, pays sans Gouvernement, dirigé par une Administration dont les chefs des différents Départements dépendent du Führer mais ne confèrent jamais entre eux. Et cela explique en grande partie l'ignorance générale maintenue jusqu'à la limite de la vraisemblance de l'état *final* des camps de concentration.

Joseph Goebbels, lui, nous apparaît comme un homme fortement marqué par son passé, par ses souvenirs de l'époque héroïque de la conquête de Berlin sur les Rouges. Constamment la guerre lui est prétexte à évoquer le combat d'autrefois. Responsable de Berlin au moment des grandes attaques aériennes, il déploie une activité et une ardeur inlassables, pour défendre et préserver sa ville déjà une fois politiquement sauvée dans le passé. Ce qui nous frappe plus encore, c'est le lien absolument unique qui l'unit au Führer, mélange d'admiration et d'affection également sans bornes. On devine à cette occasion un peu de ce qu'a été l'ascendant d'Hitler sur son entourage, ascendant prodigieux qu'il faudra bien un jour tenter d'expliquer un peu plus sérieusement qu'on ne l'a fait jusqu'alors. Chaque visite au Grand Quartier Général le voit revenir plus que rasséréné, heureux. Il reconquiert peu à peu la confiance que le Führer lui avait quelque peu retirée avant la guerre. Et lorsqu'au dernier jour, il part, seul des dignitaires du Parti, le retrouver avec sa famille, on comprend qu'au plus noir de la défaite son destin s'est pourtant accompli.

L'on aurait plaisir à raconter indéfiniment mille détails importants de ce livre, mais il faut surtout souhaiter qu'il soit rapidement traduit pour que le public français puisse à son tour le lire.

B. V.

ERNST von SALOMON

« Espoir » Olympique

Nous étions l'autre soir plongé dans le discours que M. David Morse prononcera en juin prochain à Genève au cours de la Conférence Internationale du Travail, et dont *Le Monde* (22-4-55) publie mystérieusement d'importants extraits.

M. David Morse, directeur général du B.I.T., énonçait, dans cet honorable journal, une doctrine vraiment nouvelle. Elle intéressait l'amélioration des rapports humains au sein de l'entreprise, entre les employés, les ouvriers et le patron. Citons M. Morse à travers *le Monde*, sans changer une virgule à sa future harangue :

« La reconnaissance, de la part des employeurs, du fait que l'on ne peut pas acheter le dévouement, la loyauté et l'enthousiasme, mais qu'il faut les conquérir comme les autres qualités humaines, aboutit à la mise sur pied de programmes de relations humaines dont le but est d'amener les travailleurs à participer à un effort de collaboration. D'un autre côté, en revanche, (?) des mises en garde sont exprimées d'une manière plus ou moins vigoureuses à l'égard de ces programmes ; parfois, le seul emploi de l'expression « relations humaines » provoque la suspicion. Les syndicats et les travailleurs peuvent considérer les efforts des employeurs comme des tentatives de « paternalisme psychologique », visant consciemment à façonner à leur gré la mentalité des travailleurs et à détacher ces derniers des préoccupations plus larges qui sont représentées par les forces syndicales ».

Il est bien normal, pensions-nous, que l'emploi de l'expression « relations humaines » provoque la suspicion, car la doctrine de M. Morse a été appliquée il y a très longtemps en Italie fasciste, et en Allemagne nationale-socialiste. Elle l'est encore en Espagne, où le national-syndicalisme n'est point passé de mode. Le maréchal Pétain lui-même, en son discours de Saint-Etienne rédigé en grande partie par un ancien membre du bureau politique du Parti Populaire Français, Robert Lousteau — avait exprimé des idées tout à fait semblables.



Nous frémissons à l'idée que l'infortuné M. Morse allait être arrêté, jeté en prison et qu'à la suite d'un procès fort expéditif, il allait peut-être perdre la vie, lorsqu'un animal étrange vint se poser sur notre écritoire.

Cet oiseau, car il s'agissait bien d'un oiseau, qui avait des ailes de pigeon voyageur, et une tête de papegai, prit aussitôt la parole en ces termes :

— Veuillez, de la part de Maurice Bardèche, me remettre l'article que vous avez promis. Vous en serez récompensé, dans ce monde et surtout dans l'autre.

Nous dûmes présenter à cet oiseau merveilleux nos plus humbles excuses. « Nous avions complètement oublié d'écrire cet article, etc... »

— Qu'à cela ne tienne, nous dit-il, j'attendrai votre travail; mais je vous prie, je meurs de faim... Une rondelle de saucisson et le moindre coup de rouge feraient de moi le plus heureux des messagers parlants.

Mon officier de bouche s'étant chargé en personne de satisfaire les désirs de cet animal extraordinaire, nous reprîmes notre sang-froid et osâmes lui faire quelques questions.

— Je naquis, nous affirma-t-il, du croisement d'un perroquet mexicain et d'un pigeon voyageur, selon la méthode préconisée par l'illustre académicien soviétique Trophime Lysenko. Grâce à moi, les lois idéalistes de l'hérédité biologique, découvertes par le moine Gregor Mendel, sont réduites en poussière. On n'arrête pas le progrès. Echanson, encore un petit coup de rouquin, je vous prie, en attendant que votre patron se mette à l'ouvrage. Je serais curieux, ajouta cet animal fabuleux en s'adressant à nous, je serais curieux de voir comment vous allez prouver que M. Ernst von Salomon va gagner l'an prochain, aux Jeux Olympiques de Melbourne, la course des cent mètres nage libre.

— Il gagnera toutes les épreuves de natation qu'il voudra, pour peu qu'il prenne le départ.

— *Vamos a ver*, ricana le pigeon-papegai, en employant sa langue maternelle. N'empêche, cher monsieur, que *Les Réprouvés* étaient un grand livre.

— En effet, monsieur le messager. Mais nul n'avait compris, jusqu'à la parution du dernier ouvrage d'Ernst von Solomon, *le Questionnaire*, (Der Fragebogen) que *Les Réprouvés* fut une œuvre anti-hitlérienne. C'est ce que l'auteur, de vieille et authentique noblesse vénitienne, et dont les ancêtres furent

Croisés, nous explique pertinemment. Pour les gens des Corps Francs, de l'Organisation Consul, pour les « activistes » de la révolution nationale et sociale allemande, il paraît que le grand et le seul ennemi, c'était Hitler.

— Vous vous attendiez à ce que M. von Salomon fit l'éloge de Hitler et du national-socialisme ?

— Monsieur le messager, je vous vois venir. Soyons clair. Nous avons pour M. von Salomon la plus profonde des admirations. Ce n'est point, comme vous le pouvez croire, parce qu'il a fait naguère partie du Baltikum, ou qu'il a quelque peu participé à — comment dire — l'exécution de Walter Rathenau, brillant homme d'état israëlite, artisan d'une alliance germano-soviétique, qui, en août 1939, fut provisoirement reconduite par Joachim von Ribbentrop. Nous admirons M. von Salomon parce qu'il est le plus formidable maître-nageur de tous les temps, et que, comparés à l'auteur du *Questionnaire*, nos Boiteux, Bozon, et Jany ne sont que de pauvres minables. Car nul ne peut nier aujourd'hui que M. von Salomon, ami et camarade de Kern et de Fischer (souvenez-vous, cher messager, de la plus haute tour du château de Saaleck), fut une victime des méchants nazis. Le malheureux ! A-t-il pu souffrir depuis 1932 ! Son existence sous la botte hitlérienne ne fut qu'un long martyre. Il était torturé, terrorisé nuit et jour. Il gagnait — horrible détail — jusqu'à soixante mille marks par an et vivait avec une charmante israëlite répondant au doux prénom de Ille, qui travaillait, comme lui, dans le cinéma, bien que tout le monde sut, en Allemagne et même ailleurs, qu'elle était légèrement juive. Ah ! quelles épouvantables souffrances ! Une voiture, une maison de campagne, et de bons petits gueuletons avec les copains, et même avec le médecin personnel du monstre, ce Docteur Morell, « Raspoutine du régime », qui poussa la cruauté, un jour, jusqu'à dévorer la cochonaille que la gracieuse demoiselle Ille avait préparée, et qu'elle s'apprêtait à déguster elle-même, au mépris des lois d'Israël. Sous ce régime barbare, von Salomon n'était-il pas obligé, à Munich, au Grand Hôtel Keonigshof, de dormir dans le lit où la dernière reine de Naples était morte ! Quant à sa participation à l'affaire Rathenau, elle constitue une simple erreur de jeunesse, et, en tout cas, un acte de résistance anti-nazi.

— En somme, Rathenau aurait été tué pour éviter que Hitler accédât au pouvoir ?

— C'est ce qui est démontré dans le *Questionnaire*. Le plus grand résistant du Troisième Reich était Ernst von Salomon. Naturellement, il résistait en secret. Il nous explique, (page 125) que grâce à l'entremise d'un vieux compagnon de la Sainte

Vehme, Hartmut Plaas, il était très au courant du complot Seeckt-Canaris contre le chancelier d'Allemagne. Durant que Ille faisait cuire un bifteeck, Plaas essaie même de l'embaucher. Mais là, pardon, rien ne va plus. Notre maître-nageur adopte le style ultra-papillon et trouve le moyen de ne pas se mouiller. « Rathenau, passe encore, dit-il, mais Hitler, très peu pour moi. De tout cœur avec vous ! Hélas, je suis un doctrinaire, un cérébral. Le concept ! Tout est là... Je n'en vois point dans votre affaire, aussi vais-je continuer à écrire tristement des scénarios ». Il a eu raison, cet homme. Il a été prudent. Qu'en pensez-vous ?

L'aberrant volatile demeura un instant songeur, puis, d'une voix profonde, acquiesca :

— Il paraît évident que M. von Salomon est un excellent nageur. Pourtant, je me suis laissé dire que, lorsque les troupes U.S. arrivèrent en Bavière...

— Laissez-moi terminer, cher messager, ce petit paragraphe. Les Américains, en effet, arrivèrent à Siegsdorf, le bien nommé. O triomphe ! ô joie ! La demoiselle Ille est folle d'allégresse, Hitler est crevé, Jukov et Koniev sont à Berlin. Comment ?... Six viols dans la nuit à Siegdorf, un si petit village ? Vétilles... D'ailleurs, les nègres sont gentils, compréhensifs et ravitailleurs...

— Bref, on a décoré von Salomon et sa demoiselle de la Médaille du Congrès.

— Vous n'y êtes pas ! On les a rossés, et ils firent connaissance, non pas avec les camps de concentration nazis, mais avec l'univers concentrationnaire libérateur. Ah ! Quel scandale ! Et la demoiselle Ille, criant sa suprême qualité de juive, fut proprement passée à tabac, comme les autres, et peut-être plus que les autres. Quant au pauvre archimandrite de Cracovie, lui-même arrêté...

— Je ne comprends pas, murmura l'oiseau en me considérant de son œil rond et fixe, je ne saurais comprendre en quoi le fait d'être juive pouvait éviter à cette demoiselle le camp de concentration. N'était-elle pas l'amie de von Salomon ? N'avait-elle pas profité du régime ? Alors ?

— Monsieur le messager, si vous n'étiez point né par l'opération du Lysenko, je penserais volontiers que vous êtes raciste. Et la « Conscience Humaine », qu'en faites-vous ? Est-ce que, par hasard, monsieur votre perroquet de père serait un synarque mexicain ? Ignorez-vous qu'il est imprudent de mal parler des Juifs en ma présence ? Prenez donc exemple sur von Salomon; c'est un conseil d'ami. La demoiselle Ille, parce que juive, était, apprenez-le, intouchable de naissance. Elle avait droit au respect

et à la reconnaissance de l'univers. J'ajoute que le chef du camp de concentration où étaient von Salomon et l'archimandrite, faisait porter à son chien, en sautoir, la croix de chevalier d'un officier de la Waffen SS, ce qui constituait un spectacle réconfortant...

— Mais dites donc, j'y pense, il me semble avoir déjà lu toutes ces histoires ? Votre archimandrite, votre toutou porteur de la croix de chevalier, et votre demoiselle juive, fichue au gnouf par les braves alliés, c'est du réchauffé ! Un certain Virgil Gheorghiu en avait déjà tiré plus de quatre cents pages chez Plon, deux ans auparavant, dans sa *Vingt-Cinquième Heure !*

— Je vois que vous avez de la mémoire. C'est du réchauffé, sans doute, mais qu'importe. Le tirage du *Questionnaire* dépasse en Allemagne deux cent cinquante mille exemplaires. Il a été traduit aux U.S.A. Le *New York Times*, toujours vigilant, s'est empressé d'écrire que « le succès de ce livre... cruel... effrayant... détestable, revêt une sinistre importance ». Le *New York Herald* ajoute qu'il s'agit d'un « ouvrage de cauchemar », propre, toutefois, à « éclairer les Américains sur l'esprit et l'âme des Allemands ».

Car effectivement, chaque Allemand dut répondre, en zone d'occupation américaine, aux deux cents questions de ce fameux Fragebogen qui a si bien permis à von Salomon de se présenter comme un résistant farouche. Ce qui ne l'empêche pas d'être considéré par un certain Shepard Stone (lequel, semble-t-il, fut un des rédacteurs du *Questionnaire* officiel lorsqu'il travaillait dans les services d'occupation, et opère aujourd'hui au Supplément Littéraire du *New York Times*) comme « un des Allemands ennemis de l'Allemagne ».

— Ce qui prouve, conclut l'oiseau, qu'on ne s'abaisse jamais assez.

Sur ce, le messager battit des ailes, et comme un trait, fila vers la fenêtre.

— Attendez ! lui criai-je. Et l'article, il nous faut l'écrire.

— Inutile, j'ai une mémoire de perroquet. Je le réciterai tout à l'heure aux typographes de *Défense de l'Occident*. Pourtant, et avec votre permission, j'ajouterai un petit détail qui, je le crois, a son importance pour votre maître-nageur, et que vous avez oublié.

— Et lequel, je vous prie ?

— Aux U.S.A., Ernst von Salomon est tout de même payé en dollars.

SAINT-PAULIEN...

Les tendances de la F∴ M∴ américaine

Dans son ensemble, la F∴ M∴ américaine est peu favorable au communisme, mais elle ne s'aventurerait pas à faire contre lui une campagne trop véhémente : elle n'a « pas d'ennemi à gauche ». Et puis, elle craindrait de gêner un certain nombre de ses membres : professeurs, journalistes, fonctionnaires, qui croiraient inélégant (ou inopportun) de ne pas affecter une certaine prédilection pour le marxisme.

Par contre, elle est furieusement anticatholique : cette haine se manifeste presque à toutes les pages de chacun des numéros de *The New Age*, organe du Suprême Conseil de la juridiction sud du Rite Ecossais (Washington).

The New Age est cependant, beaucoup plus prudent qu'avant la guerre. Il est instruit par la fâcheuse expérience des obédiences maçonniques européennes et se montre très discret sur le plan politique, voulant donner, sans doute, l'impression qu'il n'en fait pas. Aussi la place qu'il accordait au F∴ Juchhoff, 32°, et à ceux de ses FF∴ qui avaient mission de dire à leurs lecteurs ce que des esprits libres devaient penser, a été prise par des élèves de M. Combes à qui ne manquent ni sectarisme, ni virulence, ni hypocrisie.

C'est que devant le manque de cohésion des sectes protestantes, le catholicisme, professé par les familles nombreuses des Irlandais, des Italiens et, depuis quelques années, des Polonais, représente une force montante. Le catholicisme est, en outre, une religion d'autorité et le mot seul d'autorité fait bondir d'indignation une conscience maçonnique.

Le Suprême Conseil de la juridiction sud a donc publié une déclaration des principes au nom desquels l'enseignement catholique doit être combattu. Il accorde à cette déclaration une telle importance qu'elle figure au bas de la

couverture de chacun des numéros de *The New Age*. La voici :

« *Le Suprême Conseil favorise :*

1) *L'école publique américaine sans parti, non inféodée à une secte, efficace, démocratique, pour tous les enfants du peuple.*

2) *L'enseignement du patriotisme, le respect pour la loi et l'ordre, un loyalisme indéfectible à la constitution des Etats-Unis d'Amérique.*

3) *L'usage obligatoire de l'Anglais comme langue d'enseignement dans les classes primaires de nos écoles publiques.*

4) *L'octroi de moyen suffisants aux écoles publiques américaines pour l'enseignement aux populations immigrées des principes des institutions américaines et de l'idéal de la citoyenneté.*

5) *L'absolue séparation de l'Eglise et de l'Etat; l'opposition à tout essai de distribution de fonds publics (fédéraux, d'Etats ou locaux), soit directement, soit indirectement, pour le maintien d'écoles, qu'elles soient privées ou contrôlées par une secte.* »

Le point central de cette déclaration est que l'Eglise doit être séparée de l'Etat de façon à ce que ses institutions scolaires ne puissent bénéficier d'aucune subvention. En fait, les seules qui seraient susceptibles d'en recevoir sont les écoles catholiques fondées par les paroisses dans les régions où les agglomérations irlandaises et italiennes sont assez nombreuses.

Le second point est l'enseignement civique. La F∴ M∴ y tient beaucoup. Dans tous les pays où elle règne, elle s'est efforcée de l'imposer. En France, elle s'est emparée de l'enseignement technique dans ce but et la raison pour laquelle elle cherche à arracher l'enseignement technique agricole au ministère de l'Agriculture est qu'elle n'est pas sûre que les techniciens de la campagne trouveraient le temps de parler de politique comme le feraient les instituteurs. Aux Etats-Unis, comme ailleurs, l'école doit donc enseigner aux enfants, surtout aux jeunes étrangers, le respect de la « légalité » démocratique.

Si ces principes ont été affirmés avec tant de force, c'est qu'ils sont violés (inconsciemment peut-être, mais ils le sont tout de même) dans un certain nombre de cas.

Le sénateur Mac Carthy, du seul fait qu'il avait été élevé par les Jésuites, ne risquait-il pas de mettre en danger le libéralisme américain si les citoyens étaient assez fous pour l'élire à la présidence ? De la Maison blanche n'aurait-il pas fait de la propagande pour le principe d'autorité ? Mme Eugène Meyer, femme du directeur de la *Washington Post*, le craignait. Au cours d'une conférence sur « la liberté et l'éducation », faite à New-York devant la *National Education Association*, elle a provoqué la condamnation du sénateur du Wisconsin par la F∴ M∴ en prononçant cet exorde passionné :

« *...Il est grand temps que le peuple comprenne que notre pays arrive à un état de sabotage intellectuel, de désordre, de déception et de peur semblable à celui qu'avait créé Hitler en Allemagne pour établir sa dictature.* » (1)

Il est dangereux qu'un homme politique de l'envergure de Mac Carthy puisse être soupçonné de glorifier le principe d'autorité contraire au « libéralisme » maçonnique. Mais le péril s'aggrave si un groupe d'écoles l'enseigne à leurs élèves ou passe pour le faire. L'adhésion à ce principe a donc été reprochée à un père de famille de l'Orégon qui avait poursuivi en justice la commission scolaire de l'Etat parce que sa fille, atteinte de surdité, ne pouvait bénéficier à l'école paroissiale des facilités que donne en pareil cas l'école publique. En juin 1954, *The New Age* (p. 327), maintenait que les écoles catholiques, enseignant aux enfants des principes contraires à ceux de la démocratie américaine, ne devaient pas bénéficier du produit des impôts, Les casuistes de *The New Age* prétendaient baser leur théorie sur la critique de textes de Pie IX et sur l'Encyclique de Pie XI (*L'Education chrétienne de la jeunesse*).

Le même numéro de *The New Age* (p. 337) contenait une analyse de *Catholic Principles of Politics*, de Ryan et Boland (Imprimatur du cardinal Spellman), ouvrage étudié dans 550 collèges et séminaires américains. Le point critiqué par le commentateur maçon en était que, d'après Léon

(1) *The New Age*, août 1954, p. 470.

XIII, la souveraineté populaire dans le gouvernement « sans référence à Dieu » devait être condamnée, car « même dans les Etats démocratiques, le peuple n'est que le dépositaire et non la source originale » du pouvoir. Cette théorie ajoutait *The New Age*, est en contradiction avec la déclaration d'indépendance qui stipule que les gouvernements puisent « leurs pouvoirs légitimes dans le consentement des gouvernés ». La question ne pouvait donc faire aucun doute : les principes politiques du catholicisme romain ne pouvaient être des principes américains.

Partant de là, les Maçons cherchent à faire priver de subventions les écoles dirigées par des religieuses en costume (on se croirait en France en 1905) ou à faire interdire aux élèves de l'enseignement libre les facilités diverses offertes aux écoles publiques. Ils fondent des comités locaux d'action dans ce but, mais il faut reconnaître qu'ils n'obtiennent pas toujours gain de cause, car leur sectarisme heurte précisément le libéralisme américain qu'ils invoquent avec tant de facilité.

Ainsi, le comité *Protestant and Other Americans United for Separation of Church and State* a engagé un procès pour faire interdire le costume religieux aux bonnes sœurs qui enseignent dans les écoles publiques du Kentucky. Il a été débouté au nom de la liberté de conscience.

De leur côté les *Catholic Daughters of America*, lors de leur réunion semestrielle à la Nouvelle-Orléans, en mai 1954, ont déclaré que, d'après elles, le Premier amendement à la Constitution n'apportait aucune justification au principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Elles estimaient que l'Etat devait supporter une partie des frais des écoles paroissiales (transport des enfants en car, achat de livres non religieux, service de santé). Ce à quoi *The New Age* (mai 1954, p. 307-308) répond que les fondateurs de la république n'ont cherché à protéger l'Amérique contre une religion « établie » que pour mieux garantir la liberté de religion, sophisme que, paraît-il, Jefferson a commenté à l'usage du procureur général Lévi Lincoln.

Fort de cette assurance, le procureur général du Nebraska a décidé que les cars des écoles publiques ne pouvaient pas être utilisés pour le transport des enfants des écoles paroissiales.

Nous arrêtons ici l'énuméraiton des cas soulevés par *The New Age*, craignant déjà d'avoir abusé de la patience de nos lecteurs. Précisons seulement que cette revue maçonnique évalue à 1.500 le nombre des endroits où les autorités locales violent la constitution fédérale ou celle des Etats.

*
* *

La position de la F.·. M.·. américaine, on le voit, est très nette .Celle de la F.·. M.·. française lui ressemble étrangement et n'est pas moins nette.

A son convent de 1951, le G.·. D.·. a invité les délégués à une « lutte implacable contre le cléricalisme romain ». La même année, le rapporteur de la question « Défense de l'esprit laïque », F.·. Henri Barde, a fait adopter à l'unanimité par les délégués à l'assemblée générale de la Grande Loge le programme de « défense » dont voici les principaux articles :

1°) *Nécessité du respect du principe fondamental de la laïcité de l'Etat, ainsi que des lois républicaines et laïques;*

3°) *Application par l'Etat d'un programme nettement favorable à l'enseignement public : construction rapide de locaux, amélioration et élargissement du recrutement des maîtres;*

6°) *Suppression, sous toute les formes des subventions de l'Etat, des départements et des communes en faveur de l'enseignement confessionnel;*

7°) *Opposition à la loi Barangé en raison de son caractère anti-constitutionnel.*

Le Convent proteste contre les subventions accordées pour la première fois, aux associations de parents d'élèves des écoles libres...

Constate que la répartition des subventions aux écoles nationales est déférée aux Conseils généraux et que ceux-ci ont la faculté de prévoir 10 % sur ces subventions pour en faire usage à leur gré, ce qui constituera, dans certaines régions, une nouvelle subvention aux écoles confessionnelles, véritable privilège en faveur desdites écoles.

8°) *Le Convent proteste enfin contre la part excessive donnée aux autorités religieuses dans la vie publique.* » (1)

Les catholiques, qui croient encore à la possibilité d'un rapprochement avec la F.·. M.·., devraient perdre toute illusion à la lecture de ce texte. (Nous en tenons, d'ailleurs, de plus violents à leur disposition). Ils trouveront toujours un intellectuel F.·. M.·., sincèrement désireux de prendre des contacts, mais ce ne sera jamais un interlocuteur « valable ». Le jour où une assemblée maçonnique devra prendre une décision, elle le désavouera à la quasi-unanimité.

Terminons cette étude en disant que la F.·. M.·. américaine ne se contente pas d'agir sur le territoire de l'Union. Elle fait œuvre de prosélytisme à l'étranger. A différentes occasions, elle a cherché à intervenir en Italie et en Amérique du Sud. Au Japon, en Corée, elle fait de la propagande avec un succès relatif. Mais, nulle part, elle n'intervient aussi indiscrètement qu'en Espagne. Ce pays lui paraît être le plus dangereux bastion du catholicisme, celui qu'il faut démanteler à tout prix.

Aveuglée par la haine, elle se contente quelquefois d'informateurs d'une qualité doûteuse. Ainsi, *The New Age* prétendait-il en septembre 1954, avoir reçu une lettre d'Espagne, mais postée au-delà des Pyrénées, lui affirmant qu'un tiers de la population vivait en esclavage ; les femmes en étaient réduites à avoir un enfant tous les neuf mois ; les filles les plus heureuses étaient celles qui réussissaient à se placer comme domestiques et travaillaient jusqu'à minuit pour 200 pesetas par mois ; les prêtres tenaient le haut du pavé ; la garde civile, plus terrible que la Gestapo, terrorisait la population. Pourquoi, dans ces conditions, les Etats-Unis ouvraient-ils des crédits à Franco, pourquoi l'aidaient-ils à maintenir l'Espagne en esclavage, se demandait *The New Age* ? — Pour Combattre le communisme. — Mais, rétorquait-il, nous fabriquons des communistes en série en soutenant Franco et nous croyons à la liberté.

Sans doute, les Espagnols sont-ils assez susceptibles et voient-ils avec quelque méfiance les manifestations de la propagande américaine. L'évêque de Barcelone a dénoncé les activités missionnaires des *Seventh Day Adventists* et des

(1) *La Documentation catholique*, 29 juin 1952, p. 811.

Jeovah's Writaesses. Aussitôt, *The New Age* a crié au fanatisme et c'est tout juste s'il n'a pas annoncé la renaissance de l'Inquisition.

Au mois d'août 1954, la même revue commentait le concordat signé avec la Papauté. Il refait de l'Espagne un Etat théocratique, disait-elle : la Phalange a perdu son emprise sur le mouvement syndicaliste qui a été repris par l'Action catholique ; l'Eglise a obtenu le contrôle de toutes les écoles ; le nombre des diocèses a été augmenté et les impôts ont été élevés pour subvenir aux besoins du clergé.

Naturellement, *The New Age* vient au secours des FF∴ MM∴ malheureux. En juin 1954, il s'indignait à la pensée que dix-neuf Frères fussent emprisonnés à Barcelone et qu'il fût question de les juger dans la prison de Madrid sans leur offrir « les garanties ordinaires de la justice ». Nous croyons savoir qu'à la suite de cette publication une pression assez forte a été exercée sur le général Franco pour essayer de l'amener à relâcher ces prisonniers de marque.

Disons-le tout net : l'esprit sectaire des Maçons américains causera un jour quelque réaction pénible à la bonne entente que les services rendus par les Américains dans le domaine financier et dans celui de l'armement devraient engendrer.

Georges OLLIVIER.

La scandaleuse expulsion de la C.G.S.I.

Un événement sans précédent dans les annales du mouvement syndical français s'est déroulé le mois dernier. Depuis trois années, la « Confédération Générale des Syndicats Indépendants » *(G.G.S.I.) faisait l'objet d'un ensemble de mesures relevant de l'arbitraire et destinées à son étouffement. Comme elle se refusait à mourir, le* 18 *avril dernier, le Ministre de l'Intérieur crut lui donner le coup de grâce en exigeant l'exécution immédiate d'un arrêté d'expulsion.*

Bien stylée la presse « d'information » déforma les faits au point de louer cette action déshonorante et se refusa à insérer nos rectificatifs.

Cependant, la légalité de cette scandaleuse opération était tellement douteuse qu'elle fut arrêtée en cours d'exécution.

Fidèle à ses principes, Libre et indépendante, *la C.G.S.I. ne s'embarrasse pas de questions d'opinions. Elle n'a à prendre parti, ni pour, ni contre celles qui sont développées dans cette revue.*

Elle a demandé à tous les publicistes de lui permettre de crier la vérité à travers leurs colonnes. Bien rares sont ceux qui acceptent, elle les en remercie d'autant plus.

La C.G.S.I.

Six heures du matin étaient à peine sonnées que le calme des rues encore endormies du quartier de la bourse était troublé par l'arrivée d'une colonne de cars de police, de camions et de camionnettes.

Un car prit position à chacun des angles de la rue Saint-Marc, rue de Richelieu et rue Vivienne. Un camion de déménagement, deux camions et deux camionnettes de la police s'installèrent dans la portion ainsi isolée de la rue Saint-Marc.

D'une camionnette sortirent une vingtaine d'agents casqués, la mitraillette à la main, suivis de commissaires, d'une multitude d'inspecteurs et d'agents en civil ainsi que de vingt-cinq

« déménageurs », le révolver au côté, tous pénétrèrent au 18 de la rue Saint-Marc.

Pendant ce temps, trois autres cars de police prirent position place de la Bourse.

Pour qui, un tel déploiement de forces ?

Un gang d'assassins s'était-il réfugié rue Saint-Marc ?

Non, sur l'ordre de M. Bourgès-Maunoury, la police venait tout simplement procéder à l'expulsion de la *Confédération Générale des Syndicats Indépendants.*

Pour la première fois depuis que le syndicalisme existe, une Confédération syndicale se trouvait mise à la porte de son siège « manu-militari », malgré les lois sur la protection du syndicalisme, la constitution, la république et la démocratie. Et ce, sur l'ordre d'un des plus grands défenseurs du « régime » et de la Liberté. Décidément, M. Bourgès-Maunoury a sa place au Kremlin à la tête du N.K.V.D.

*
* *

Si le déploiement de forces policières mis en œuvre contre des bureaux vides (à 6 heures du matin) était particulièrement remarquable, les méthodes employées pour pénétrer dans les bureaux des Fédérations et pour en déménager les archives, les documents et les fichiers ne l'étaient pas moins. Procédant dans plusieurs bureaux à la fois alors qu'il n'y avait qu'un seul huissier et que les Secrétaires permanents étaient absents, les « déménageurs » vidaient les tiroirs en vrac dans des caisses. Les premiers Militants qui arrivèrent se virent interdire l'accès de leurs locaux et la récupération d'affaires, même personnelles.

Les vestes blanches de militants du syndicat de l'hôtellerie, la mobylette d'un permanent furent enlevés.

Les portes qui résistaient au passe-partout furent enfoncées sans ménagement.

Les « déménageurs » piétinaient des piles de documents écroulées à terre, renversaient des meubles, répondaient grossièrement aux Militants qui vers 9 h. 30 purent enfin rentrer et protestaient contre leur façon de faire ; en résumé, se conduisaient en véritables vandales. Ce n'est que le lendemain que les dirigeants de la C.G.S.I. apprirent la nature de ces curieux déménageurs. En effet, le directeur du garde-meubles utilisé pour l'opération, interrogé, déclara n'avoir fourni que 3 déménageurs qui étaient d'ailleurs rentrés écœurés des qualités professionnelles des « collègues » qu'ils trouvèrent sur place. Quelques instants plus tard, nous apprîmes que la police avait fourni un

corps de choix, la brigade des gaz, celle chargee d'arrêter les pires criminels.

Au garde-meubles Odoul, les dirigeants de la C.G.S.I. apprirent autre chose de curieux ; le matériel entreposé ne l'était pas au nom de l'expulsé, son propriétaire, ainsi que le veut la coutume mais au nom de l'expulseur, M. Moutardier.

La C.G.S.I. se trouvait ainsi dans l'impossibilité de récupérer aussitôt son matériel afin de poursuivre son activité.

Mais le caractère de cette expulsion était tellement sérieux que pendant le déroulement de l'expulsion un jugement de référé demandé par l'huissier chargé de l'expulsion, maintenait la Confédération dans ses locaux non expulsés du 3e étage et renvoyait l'affaire au principal. Malheureusement deux étages étaient déjà vidés de leur contenu qui se trouvait illégalement sequestré au garde-meubles sous un autre nom.

Comment la C.G.S.I. a-t-elle été amenée à cette situation ?

C'est assez simple ! Lors de sa constitution les militants de cette Confédération avaient confié le soin à une équipe organisée en Comité d'Etudes Economiques et Sociales » et publiant un bulletin « Travail et Liberté » de s'occuper de la recherche de locaux.

Ces locaux ont été trouvés 18, rue Saint-Marc et ont été loués au nom de ce Comité au lieu de l'être au nom de la C.G.S.I.

Plus tard en 1952, les éléments originaires du « Comité d'Etudes » ont été amenés à quitter la C.G.S.I. après avoir échoué dans une opération de colonisation politique. Ils n'en continuèrent pas moins à prétendre au titre Confédéral.

Mais ne pouvant s'imposer dans les locaux de la Confédération et des Fédérations, n'ayant pas les militants et les adhérents de leur côté ils utilisèrent le subterfuge du Comité. En juillet 1952, ils créèrent un nouvel organisme sous forme de Société Civile commerciale s'intitulant « Cercle d'Etudes Professionnelles et Sociales » à qui ils cédèrent le bail sur lequel ils firent spécifier que toute sous-location était interdite.

M. Moutardier, promu Président du Cercle d'Etudes comme il l'était déjà du Comité, engagea des poursuites contre la C.G.S.I. et les Fédérations d'Industries, déclarant que lui et son organisme n'avaient rien à voir avec le syndicalisme et qu'il avait hébergé la C.G.S.I. gracieusement afin de lui rendre service.

C'est de cette façon qu'il obtint un jugement d'expulsion contre la C.G.S.I. et ses diverses Fédérations.

Pendant ce temps, ce même M. Moutardier sur ordre de M. Puech Parsal, meneur de jeu, introduisait une plainte contre

les dirigeants de l'Union Départementale de la Seine les accusant d'usurpation de titre.

Sur la base de cette plainte, il obtenait du juge des référés la mise sous séquestre des subventions de la Ville de Paris attribuées à l'Union Départementale de la Seine.

L'opération machiavélique était réussie !

Au nom du « Cercle » on expulsait la C.G.S.I. de ses locaux. Sous prétexte d'usurpation de titre on la privait des subventions destinées à la loger.

Heureusement la justice française fit en fin de compte respecter le droit.

Par un jugement de référé obtenu pendant le déroulement de l'expulsion la C.G.S.I. fut maintenue dans une partie de ses locaux au 18 de la rue Saint-Marc.

A ce moment elle venait de gagner le procès sur le titre de l'Union Départementale de la Seine.

Puis, par un jugement de référé, elle obtenait la levée des séquestres de subventions et la remise du mobilier et des archives illégalement bloquées au garde-meubles.

Ainsi donc, pendant trois années l'Administration préfectorale de la Seine a couvert les agissements de quelques fonctionnaires multipliant les illégalités et abus de pouvoir. La lutte tenace des militants de la C.G.S.I. a fait découvrir une telle corruption, que désireux de s'en débarrasser l'on a espéré les écraser en les jetant à la rue.

En définitive, le Droit l'a emporté. N'empêche que les militants des Syndicats Indépendants ont su se faire une place au soleil à la force des poignets.

Sulpice Dewez.

La haute Finance domine le Parlement

par Henry COSTON

Dans quelques jours paraîtra, sous le titre Les Financiers qui mènent le monde (*Librairie Française,* 64, *rue de Richelieu, Paris*)*, un ouvrage fort documenté de notre ami Henry Coston sur le rôle des banques et des trusts dans la politique et l'économie mondiales.*

Nous sommes heureux de publier ici l'un des chapitres de ce livre que nous recommandons à nos lecteurs.

N.D.L.R.

Dans les démocraties parlementaires, l'électeur est le souverain.

Naturellement ce souverain n'a ni les capacités, ni les loisirs, ni peut-être le goût d'exercer sa souveraineté. Aussi désigne-t-il des représentants auxquels il délègue ses pouvoirs.

Tous les cinq ans, M. Dupont exerce sa toute-puissance en déposant un bulletin dans l'urne pour désigner ses députés. Tous les neuf ans, par le truchement des grands électeurs, il élit les sénateurs.

Souverain débonnaire, M. Dupont est persuadé qu'en agissant ainsi il exerce vraiment sa souveraineté. Il ne s'est pas aperçu qu'au moment même où il devenait souverain grâce à la République, la République était conquise par les Financiers.

Nous allons essayer de lui ouvrir les yeux. Nous lui expliquerons comment la Haute Finance est parvenue, « à faire de la démocratie le plus merveilleux, le plus souple, le plus puissant instrument d'exploitation des foules (1). »

Bien que les collectivités communales ou départementales prennent à leur charge l'envoi aux électeurs des professions de

(1) Francis Delaisi : *La Démocratie et les Financiers.*

foi des candidats, une campagne électorale coûte cher. Il faut imprimer un journal pour défendre ses idées et, au besoin, couvrir l'adversaire d'injures. Il faut offrir à boire aux petits électeurs et prier à diner les grands. Il faut retribuer les services des agents électoraux et des « costauds » chargés de la bonne tenue des réunions. Parfois même, pour décider les électeurs un peu hésitants, doit-on leur remettre un petit « cadeau » pour leur famille ou un petit « souvenir » pour eux-mêmes. Cela représente, pour un secteur ou un département moyen, plusieurs millions. A condition que le candidat puisse trouver à emprunter cet argent dans son entourage, il lui faudra des années pour le rembourser. Les trois-quarts de son indemnité parlementaire y passeront.

S'il s'agit d'un raté, d'un besogneux, d'un médecin sans malades ou d'un avocat sans cause, on comprend que notre homme, en se jetant dans la bagarre électorale, risque le tout pour le tout. Mais beaucoup de ces candidats ont une situation, qui leur rapporte plus d'argent que ne représentera leur indemnité parlementaire. Alors pourquoi la quittent-ils ? Pour avoir l'honneur de défendre les intérêts de l'ingrat M. Dupont ? Peut-être est-ce en effet cela qui guident les idéalistes (il y en a sur tous les bancs). Mais il faut vivre, et les frais d'un parlementaire, obligé de tenir son rang, sont élevés. Avec les quelques centaines de milliers de francs qui lui resteront après le remboursement des sommes prêtées pour sa campagne électorale, il aura tout juste de quoi ne pas mourir de faim.

Quel désintéressement ! direz-vous.

« Pour moi, devant tant de sacrifices, je me sens pris de pitié », s'exclamait Francis Delaisi, qui ajoutait aussitôt :

« Toutefois, n'exagérons rien. Les héros sont rares, dans tous les temps. Et l'on ne comprendrait pas qu'il y eut tant de postulants à la députation, si le mandat ne comportait quelques petits profits (1). »

D'abord, le candidat ne supporte pas seul les frais de la campagne électorale. La caisse de son *Comité* l'aide. Ce comité est composé principalement de partisans zélés qui paient de leur personne, mais sont impuissants à remplir la caisse. On va donc taper ceux qui sont réputés « avoir les moyens ». Quand on s'adresse au petit industriel ou à l'entrepreneur du pays, cela ne tire pas à conséquences, même s'il faut lui promettre d'appuyer ses démarches auprès des autorités en vue d'une commande du département. Lui ou un autre...

(1) Ibid.

Mais il arrive qu'un personnage sollicité soit membre d'une de ces organisations patronales qui centralisent les dons de leurs adhérents pour constituer une caisse électorale générale. Dans ce cas, il invite le « tapeur » à s'adresser directement au siège, à Paris. Là, changement de décor. Ce n'est plus à un monsieur fortuné, sensible au charme du candidat ou à la sagesse de son raisonnement que l'on a affaire, mais au délégué d'un organisme puissant, froid et calculateur, qui ne donne pas son aide sans garanties sérieuses. L'industriel ou le gros entrepreneur qui en fait partie lui verse sa cotisation, mais il n'en est pas le maître. Ce sont les grands trusts qui en assument la direction par l'intermédiaire de personnages rompus aux affaires et aux transactions politiques.

Quelles que soient les opinions personnelles des grands dispensateurs de fonds de ces organismes — jadis le Comité Mascuraud, l'Union des Intérêts Economiques, le Redressement français, le Comité des Forges, le Comité des Houillères, remplacés de nos jours par la C.N.P.F. — l'argent est distribué aux candidats de droite, de gauche et du centre. Ces Messieurs jouent sur tous les tableaux pour être sûrs de ne pas perdre. L'essentiel, pour eux, c'est de rendre service au futur député qui, une fois élu, sera mis en demeure de leur manifester sa reconnaissance.

Voici donc notre homme élu. Reste pour lui à tenir ses engagements. Avec ses électeurs, c'est très simple. Il les réunit de temps à autre sous le prétexte d'un « compte rendu de mandat » et renouvelle les promesses qu'il leur a faites en agrémentant son discours de qualificatifs bien sentis contre le fascisme et les curés, la laïcité et le communisme, selon l'étiquette politique adoptée.

Avec les organismes capitalistes qui ont financé son élection, le député aura les coudées moins franches. Le « baratin », les décorations, les recommandations et les petites prébendes ne suffisent plus. Il faut à ces messieurs de la Finance et des Trusts des avantages plus tangibles. Pour leur marquer sa reconnaissance, notre homme sera amené, même s'il y est hostile, à voter les subventions, les détaxes, les concessions qui lui seront demandées.

Si notre député est un modeste, s'il manque d'envergure ou s'il a des scrupules, neuf fois sur dix il restera dans son coin, évitera de se faire remarquer et... se fera battre aux élections suivantes. S'il est, au contraire, effronté, ambitieux et avide, il ne tardera pas à devenir l'une des vedettes du Palais-Bourbon, ou du Luxembourg. Les financiers lui offriront un poste d'administrateur dans l'une ou l'autre de leurs sociétés. Aux députés-

avocats, ils confieront une affaire à plaider. Ainsi les têtes de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République sont-elles amenées à entrer dans le jeu, à faire partie du système qui régit toute la politique française. Bien peu échappent au carcan doré...

L'inverse se produit également. Nous voulons dire qu'au lieu d'attirer à elle les candidats qu'elle juge apte à remplir au parlement le rôle qu'elle attend d'eux, la Haute Finance détache au Parlement quelques-uns de ses agents.

On citait, sous la IIIe République, des cas typiques de députés-hommes d'affaires. Celui de Rouvier, trois fois Président du Conseil et sept fois ministre des Finances, est célèbre. Cet ancien commis de la Banque Zafiropoulo de Marseille, mêlé dès le début de sa carrière à toute une série d'affaires véreuses, depuis la *Cie du Chemin de fer de St-Louis,* qui ne construisit jamais plus de dix kilomètres de voie ferrée, jusqu'à la *Cie du Canal de Panama,* qui lui versa des sommes énormes, termina sa carrière « financière » comme président-fondateur de la *Banque Française pour le Commerce et l'Industrie* (la future B.N.C.), de triste mémoire. Celui de Loucheur, membre de nombreux cabinets pendant la première guerre mondiale et dans les années qui suivirent, est aussi très connu. M. Roger Mennevée a publié, en 1928 la liste des sociétés que contrôlait alors ce « roi des parlementaires d'affaires », comme il disait. Nous en avons dénombré plus de soixante ! (1). Citons également, parmi les « parlementaires- affairistes » les plus connus ou les mieux nantis, MM. François Marsal, ancien Président du Conseil (35 sociétés), André Berthelot, sénateur (42 sociétés) ; Paul Benazet, député (20 sociétés), Charles Chaumet, sénateur (12 sociétés), Paul Doumer, sénateur, futur président de la République (8 sociétés), Eugène Lautier, député, directeur de *l'Homme libre* (26 sociétés), Louis Louis-Dreyfus, député, puis sénateur, banquier, armateur, marchand de blé, directeur de journaux, Lazare Weiller, sénateur (16 sociétés), François de Wendel, ancien régent de la Banque de France, anc. Président du Comité des Forges (20 sociétés), Guy de Wendel, sénateur (9 sociétés), Etienne Clémentel, sénateur (9 sociétés), Le Trocquer, Raymond Patenôtre, Achille Foulot, etc...

Sous la IVe République, les députés administateurs de sociétés sont moins nombreux. La collaboraiton des radicaux et des démocrates-chrétiens avec les socialistes et les communistes exigeait de la part des Financiers, une prudence dont ils ne se

(1) Les Documents politiques, n° 4, avril 1928.

sont pas départis. Bien sûr, dans chaque cabinet, il y avait un représentant de la Haute Banque, ici Petsche (Lazard), là René Mayer (Rothschild) mais il a fallu l'arrivée de M. Joseph Laniel et de M. Pierre Mendès-France pour que l'on remarquât l'envahissement du gouvernement par les hommes d'argent.

— Ce n'est pas un ministère, a-t-on dit du Cabinet Laniel, c'est un conseil d'administration.

Le fait est que l'on a rarement vu, à la tête du pays, une équipe d'hommes politiques aussi liée aux milieux d'affaires que le gouvernement Laniel.

Autour du Président du Conseil, l'une des plus grosses fortunes de l'Assemblée — la seconde, selon *Paris-Match* (1), propriétaire des usines de Vimoutiers et de Benvillers, siégeaient en effet M. Paul-Reynaud, vice-président du Conseil, avocat de grandes affaires financières, lui-même intéressé avant la guerre et sans doute encore aujourd'hui dans les *Bazars de Mexico*, la Société *A. Reynaud et Cie*, et *la Socoma*. Le Général Corniglion-Molinier, ministre d'Etat, homme de confiance de M. Marcel Bloch-Dassault, le député avioneur, président des *Mines de Dielette*, de la *Huelva Copper Sulphur Mines Ltd*, d'*Air Maroc*, vice-président de la *Sté Nouvelle des Etablissements Grammont*, administrateur de *Publicis*, et de la *Société Générale de Travaux cinématographiques*, co-directeur général de *Paris-Presse* ; René Pleven, ancien directeur de l'*Automatic Telegraph and Telephone* (création de la Banque Blair and C°, présidée par M. Elisha Walker) ; Jacques Chastellain, ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, armateur, intéressé dans diverses affaires maritimes ; M. J.-M. Louvel, ministre du commerce et de l'industrie, administrateur de la *Société des Véhicules et tracteurs électriques* (Alsthom) ; M. Louis Jacquinot, ministre de la France d'Outremer, marié à Mme Vve Petsche, née Lazard, associée de la *Banque Lazard frères* : M. Maurice Lemaire, ministre de la Reconstruction et du Logement, qui passe pour l'un des fidéi-commis des Rothschild, administrateur de la *Sté Française des Pétroles Serco*, trust possédant des participations dans les grandes Compagnies pétrolières installées en France ; M. Pierre Ferri, ministre des P.T.T., courtier à la Bourse de Paris, administrateur du *Crédit Foncier de l'Uruguay*, de la *Sté Foncière et Immobilière franco-coloniale* ; M. Marcel Jacquet, ancien directeur du département économique et financier de la *B.N.C.I.-Afrique* ; Jacques Gavini, secrétaire

(1) *Paris-Match*, du 4 juillet 1953, affirme que M. Laniel est la « seconde fortune » après M. Georges Blachette, député d'Alger, M. Bloch-Dassault étant, sans doute, hors concours...

d'Etat aux forces armées (Marine), de la *Cie Continentale pour la fabrication des Compteurs* ; M. Henri Ulver, secrétaire d'Etat au Budget, commissionnaire à la Bourse du Commerce ; M. André Cornu, secrétaire d'Etat à l'Education Nationale (Beaux-Arts), administrateur de la *Cie Française des Câbles Electriques*, de la *Cie Française Radio Electrique* et de la *Sté Générale d'Entreprises Electriques* ; M. Raymond Boisdé, secrétaire d'Etat au Commerce, Président adjoint de la Fédération Nationale des Industries de Lingerie, Président délégué de la Fédération Nationale de l'Habillement, membre du Comité de la C.N.P.F. secteur commercial, commerces divers — délégué du Conseil national du Commerce au titre des Fédérations professionnelles ; président de la Commission de la Libération de l'Economie, Commission d'études C.N.P.F., membre suppléant de la section confection Chemiserie Lingerie de l'Union Confédérale des Industries de l'Habillement (groupements syndicaux patronaux affiliés à la C.N.P.F.) ; membre du Conseil National du Commerce (ce conseil est l'organe de liaison de travail et de représentation commune de la fonction commerciale au nom des organisations du commerce adhérentes au Conseil National du Patronat Français). Il fait partie du Comité de Direction du Conseil National du Commerce ; enfin M. François Schleiter, secrétaire d'Etat à la France d'Outre-mer, administrateur de la *Sté française du Ferodo* (capital : 471.375.000 frs).

Avec le cabinet Mendès-France, la pénétration du Capitalisme est moins visible, moins franche. Et cependant la presse d'opposition ne s'y est pas trompée. *Aspects de la France*, qui ne passe pas pour un journal de la démagogie anticapitaliste, mettant en cause les ministres les plus fortunés de M. Mendès-France, écrivait au lendemain de la formation du gouvernement :

« Que les temps sont changés ! Casimir Périer, a dû se démettre de ses fonctions de président de la République à la suite d'une campagne de presse du socialiste Gérault Richard qui l'accusait de n'être quelqu'un ou quelque chose que grâce à sa seule richesse.

« Même campagne contre Berteaux qui fut ministre de la Guerre, contre Pams qui fut ministre de l'Intérieur et faillit être l'élu du Congrès de Versailles à la fin du septennat Fallières et contre Louis Loucheur, que l'on appelait Tout-en-or.

« Que n'aurait-on pas entendu entre 1890 et 1914 si un gouvernement avait rassemblé ces possesseurs d'énormes fortunes que sont MM. Mendès-France, Bettencourt, Guy La Chambre et Emmanuel Temple ?

« Si l'on additionnait celles-ci on obtiendrait un nombre considérable de milliards.

« Et c'est pour ce gouvernement de milliardaires que communistes et socialistes ont voté comme un seul homme.

« Quelqu'un nous a dit : C'est cela qu'on nous donne comme gouvernants alors qu'il serait si utile que nous ayons, en ce moment, des hommes connaissant vraiment les difficultés de fins de mois de ceux qui travaillent pour gagner leur vie et non pas pour arrondir leur fortune.

« C'est exactement notre point de vue (1). »

Les quatre ministres cités n'étaient pas les seuls « capitalistes » du Cabinet Mendès-France. Il y en avait d'autres. Nous voulons dire que la finance et les trusts y comptaient d'autres amis. D'abord, M. Mendès-France lui-même et MM. Maurice Lemaire et Henri Ulver, transfuges du ministère précédent. Ensuite, M. Roland de Moustier, d'une famille d'aristocrates d'affaires intéressés dans diverses sociétés de produits chimiques, de mines et de presse. Enfin M. Jacques Chevalier, dirigeant ou associé de plusieurs entreprises algériennes et M. Jacques Chaban-Delmas, président de la *Cie Chérifienne des Transports aériens.*

Les mieux nantis de nos parlementaires apportèrent, dès le début, leurs suffrages et leurs encouragements au Président du Conseil désigné. Ils soutinrent sa politique. Le richissisme M. Blanchette, député d'Alger et roi de l'Alfa, vota fidèlement pour le Cabinet, imité par ses collègues Bloch-Dassault, le constructeur bien oublié des « cercueils volants » de 1939-1940 et Corniglion-Molinier, administrateur (pour son compte ou pour celui de M. Bloch-Dassault) d'une demi-douzaine de sociétés minières, de cinéma et de presse.

M. Jacques Bardoux, libéral de droite et administrateur de Sociétés coloniales, de transports et d'électricité, ainsi que M. René Mayer, éminence (et substance) grise des Rothschild, ont aussi apporté — calcul ou naïveté ? — leurs suffrages à M. Mendès et à ses amis. Du moins au début, car, ensuite, la rivalité des intérêts Rothschild et des intérêts Lazard les opposèrent assez violemment. On sait la suite.

A quoi bon donner ici la liste des parlementaires liés au monde des affaires, que d'ailleurs M. Jean Galtier-Boissière a publiée dans les Scandales de la IVe (2). Ils ne sont bien sûr, qu'une minorité. Mais ces minoritaires savent s'imposer. Leurs

(1) *Aspects de la France*, 25 juin 1954.
(2) *Crapouillot*, n° 27, 1954.

« attaches » financières ou économiques les font souvent passer pour des techniciens. On leur découvre des compétences ; on les envoie siéger dans les commissions parlementaires les plus spécialisées. Ils en deviennent les membres influents.

Parmi les quelques six cents députés de notre Assemblée Nationale, combien sont, en effet, capables d'aborder les questions importantes (finances, économie, fiscalité, exportation, douanes, etc...) ? S'il leur fallait étudier toutes celles qui leur sont soumises, quand pourraient-ils s'occuper de leurs électeurs ?

Ils constituent des commissions, dont les membres sont chargés d'étudier les affaires. A leur tour, ces commissaires désignent un rapporteur. C'est ce dernier qui fait tout le travail. Lorsque son rapport est prêt, la commission l'adopte, quelquefois après l'avoir amendé. Puis, ce gros dossier de 200 à 500 pages, bourrées de chiffres, de statistiques et de graphiques, est soumis à l'Assemblée toute entière. En principe, chaque député devrait lire ce volumineux rapport. En fait, rares sont ceux qui le parcourent. Aussi l'adoptent-ils sans grand changement. Qui connaîtrait mieux la question que le rapporteur ? se disent-ils et ils font confiance à leur collègue.

On devine l'importance d'un rapporteur de questions touchant aux affaires financières et économiques. Les financiers et les gens d'affaires s'intéressent tout particulièrement à sa nomination. Tous leurs efforts tendront donc à faire désigner à ce poste l'un de leurs obligés, ou l'un de leurs associés.

« Un bon rapporteur vaut une mine d'or » disait un financier.

Naturellement, pour un député arriviste et pas trop scrupuleux, de telles fonctions sont fort lucratives. Il va sans dire que le parlementaire dont le rapport fait gagner 100 millions à tel importateur de coton ou à telle société de produits chimiques n'a pas à s'inquiéter du financement de sa réélection.

Mais, rappelle Francis Delaisi, « les hautes places sont encombrées. Le député qui arrive tout frais de sa province, s'il a de l'ambition, doit d'abord se contenter de figurer dans les petites commissions, rédiger des rapports obscurs et sans profits. Il lui faut attendre, guetter l'occasion de se distinguer. Parfois, il découvrira et dénoncera à grand bruit un abus, pour forcer les financiers à compter avec lui. S'il y parvient, s'il est pris pour avocat-conseil ou pour représentant d'une société, le voilà passé *député d'affaires ;* il commence à devenir un homme sérieux (1). »

Les députés avocats-conseils, dont parle Delaisi, sont égale-

(1) Francis Delaisi : *La Démocratie et les Financiers.*

ment des auxiliaires précieux pour les financiers. Toutes les grosses affaires ont besoin d'un avocat-conseil. Le financier, qui risque la prison à chacune de ses opérations, est obligé d'avoir recours à un juriste qui le conseille, qui lui indique les dangers que peut comporter légalement telle entreprise, qui lui montre le moyen de tourner les lois et qui le défende, le cas échéant, devant les tribunaux.

« Si une Société métallurgique, une Compagnie de navigation ou de Câbles sous-marins a besoin de l'appui d'un politicien influent pour obtenir quelque bonne affaire, elle n'ira pas brutalement, grossièrement lui *acheter* sa voix. Non, ce serait malhonnête. Elle lui demande simplement de devenir son avocat-conseil. Elle lui offre pour cela de magnifiques honoraires... Entendons-nous bien, ce n'est pas le *député* qu'elle paie, c'est l'*avocat* (1). » Dire qu'il y a encore des Français qui s'imaginent que la Haute Finance achète ses députés !...

« ...Grâce à ce système ingénieux, appuyés d'un côté sur les parlementaires qui font partie de leurs conseils d'administration, de l'autre sur ceux qu'ils paient à titre de courtiers parlementaires (les financiers) ont ainsi au sein même de la représentation populaire une cohorte disciplinée d'hommes dévoués à leurs intérêts (2). »

L'avocat-conseil est l'homme de confiance du financier ou du trust qui le paie. Il reçoit souvent une mensualité confortable et, pour chaque plaidoirie, des honoraires élevés. C'est là, pour un avocat, une situation intéressante. Pour un avocat provincial, pratiquement dans l'impossibilité de plaider au palais de justice de son chef-lieu depuis son élection à l'Assemblée Nationale, c'est le moyen d'équilibrer son budget, d'avoir une vie décente, d'améliorer l'ordinaire. Une place comme celle-là ne se refuse pas. Aussi, connaît-on peu de parlementaires-avocats qui aient refusé l'offre d'une grosse société ou d'un financier.

Des exemples célèbres comptent dans les annales du Palais-Bourbon. Me Waldeck-Rousseau recevait annuellement 100.000 frs-or, comme avocat-conseil de Compagnies d'assurances américaines, pour lesquelles il ne plaida jamais. En mourant, l'ancien président du Conseil légua une partie de sa clientèle à Me Millerand, alors député socialiste. Me Raymond Poincaré, l'intègre homme d'Etat de la IIIe République, était l'avocat du *Crédit Foncier* et de la *Compagnie de Saint-Gobain*. M. Mendès-France est, aujourd'hui, celui du trust international *Bunge*, d'Anvers.

(1 et 2) F. Delaisi : *Ibid.*

« Tous les financiers, grands ou petits, honnêtes ou véreux, cherchent ainsi à se créer dans le Parlement un protecteur et un défenseur... »

Faut-il rappeler les scandales qui déshonorèrent la IIIe République, du krach du Panama à l'affaire Nathan ? Croit-on que le milliard des Congrégations aurait pu se volatiliser si aisément sans la protection qu'un futur président de la République accordait à Duez ? Rochette aurait-il plumé tant de gogos si son avocat-conseil n'avait pas été un vice-président de la Chambre ? Klotz aurait-il fait tant de dupes s'il n'avait été membre du Parlement ?

Sans le patronage de Briand et de Poincaré, y aurait-il eu l'escroquerie de la *Gazette du Franc ?* Et sans Raoul Péret, ministre de la Justice et avocat-conseil d'Oustric, le parquet n'aurait-il pas mis fin rapidement, aux agissements du financier ? Enfin, Stavisky et Natan auraient-ils pu rafler un demi-milliard chacun sans l'appui qu'ils trouvèrent, tous deux, au Palais-Bourbon ? Et de nos jours le trafic des piastres aurait-il pu s'exercer pendant des années s'il n'avait profité à quelques parlementaires influents, de toutes nuances ?

Sous ce rapport, les parlementaires étrangers n'ont rien à envier aux nôtres. C'est grâce au chancelier social-démocrate allemand Bauer que les frères Barmat purent escroquer la Banque d'Etat de Prusse. Les frères Sklarek, qui « soulevèrent » dix millions de marks à la Banque Municipale de Berlin étaient les protégés du ministre social-chrétien Hoefle. Clarence Hatry, le Stavisky anglais, qui escroqua près de 40 millions de livres sterling, avait comme protecteur un membre de la Haute Assemblée, Lord Winchester, « le premier marquis d'Angleterre ». Les industriels américains Harry Sinclair et Edward Doheny, qui se rendirent acquéreurs des gisements pétrolifères de Tespol Dome pour une somme dérisoire avaient bénéficié de la complicité du secrétaire d'Etat à l'Intérieur Albert Fall.

Arrêtons là une énumération inutile. Dans notre pays comme dans la plupart des grandes et petites démocraties, le parlement est « un piège doré où les représentants du peuple sont attirés, pris et domestiqués par les oiseleurs de la finance ».

DERNIÈRE HEURE

L'assassinat de Jacques Lemaigre-Dubreil

L'assassinat de Jacques Lemaigre-Dubreuil a profondément bouleversé le gouvernement. Le changement du Résident Général et d'une partie des hauts fonctionnaires de la Résidence et de la police a prouvé que, pour M. July, l'assassinat de la semaine dernière était l'événement le plus important de la politique marocaine. Ni la presse, ni le gouvernement n'ont montré une telle émotion lors de l'assassinat du Dr. Eyraud, directeur de la *Vigie Marocaine*. Deux Français, dont un officier, étaient abattus en même temps que M. Lemaigre-Dubreuil par des terroristes : ces deux morts n'intéressaient manifestement pas le gouvernement qui n'a pas eu un mot pour eux. Il semble que, pour le gouvernement actuel, l'assassinat d'un Français partisan des Français soit un simple incident sans gravité, alors que la disparition d'un des instruments de la politique de l'*Express* et du groupe Mendès-France est un fait d'une tout autre portée.

L'assassinat de Jacques Lemaigre-Dubreuil montre à la fois l'impuissance du régime actuel et son hypocrisie. Comment se fait-il qu'il existe des courants d'opinion qui n'ont pas d'expression politique officielle et qui sont assez passionnés pour s'exprimer par des attentats ? Les habitudes prises sous la « Résistance » ont fait de la mitraillette un instrument habituel d'explication politique. Les habitudes prises sous la Quatrième République ont fait de l'étouffement systématique de l'opinion un moyen de gouvernement. Un jour ou l'autre, tout cela se retrouve. Si nous avions au pouvoir d'autres hommes que les héritiers politiques de l'assassinat de Philippe Henriot et de quelques autres, il n'y aurait pas de contre-terrorisme à Casablanca parce qu'il n'y aurait sans doute pas de terrorisme du tout.

Les évènements d'Argentine

Il est difficile de savoir quel rôle a joué exactement le Vatican dans la crise actuelle du régime peroniste. Il semble que, dans cette affaire, tout le monde ait été débordé par des événements que chaque camp se flattait de conduire. Les éléments réactionnaires de la Marine, liés aux grandes familles terriennes opposées depuis longtemps à la politique démagogique de Peron, ont saisi l'occasion du putsch rêvé pendant des années. Mais, finalement, sauf des raisons financières certaines (mais est-ce l'explication de toute la politique du Vatican ?) quel intérêt peut avoir l'Eglise à abattre un régime d'ordre, un régime d'esprit catholique, qui se trouve être en même temps un régime populaire, pour se lancer dans une aventure *progressiste* ou dans une cascade de dictatures fragiles dont le dénouement normal ne peut être qu'une infiltration communiste en Amérique du Sud ? Est-ce qu'une politique de patience et d'apaisement ne valait pas mieux que cette brêche qui ne servira finalement qu'à l'adversaire capital du Christianisme ?

Le Gérant : Maurice BARDECHE.

LES PRESSES BRETONNES, Saint-Brieuc

N° d'Impression : 558. Dépôt légal : 2e trimestre 1955.